

***l'Anti*capitaliste**

n°463 | 14 février 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**POLITIQUES ANTISOCIALES
ATTAQUES ANTIDÉMOCRATIQUES
VIOLENCES POLICIÈRES**



C'EST EUX LES CASSEURS!

Dossier

**LES JEUNES
MOBILISÉ-E-S POUR
LE CLIMAT** Pages 6 et 7

ÉDITO

L'extrême droite, ennemie du mouvement des Gilets jaunes
Page 2

ACTU POLITIQUE

Loi antimanifs: l'autoritarisme, cet autre volet du macronisme
Page 4



ACTU INTERNATIONALE

Venezuela: «Pour l'heure, une issue à la crise est difficile à envisager» Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Kevin Vacher sur la mobilisation pour le logement à Marseille Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

L'extrême droite, ennemie du mouvement des Gilets jaunes

Le 9 février, dans plusieurs villes de France, notamment Toulouse et Lyon, des groupuscules d'extrême droite s'en sont pris physiquement à des cortèges et à des militantEs de gauche investis dans le mouvement des Gilets jaunes. Ce n'est malheureusement pas une première, et le NPA est bien placé pour le savoir, après les agressions contre notre cortège parisien le 26 janvier.

Mais les semaines se suivent sans nécessairement se ressembler, et les groupuscules d'extrême droite en ont été pour leurs frais, chassés de la manifestation parisienne du 2 février et repoussés le week-end dernier à Lyon comme à Toulouse par des cortèges déterminés à faire passer un message sans ambiguïté : l'extrême droite n'a rien à faire dans le mouvement des Gilets jaunes !

Les agressions perpétrées par ces groupuscules surviennent dans une phase particulière de la mobilisation, marquée à la fois par une certaine lassitude autour des manifestations du samedi, mais aussi par des dynamiques de convergence – certes partielle – avec le mouvement ouvrier, qui se concrétisent par des initiatives communes, une plus grande visibilité des revendications sociales et la mise en avant de la question de la grève et du blocage de l'économie. Autant d'éléments qui hérissent le poil des groupuscules fachos, animés par une détestation de la gauche syndicale et politique et hostiles à toute convergence entre cette dernière et le mouvement des Gilets jaunes. Il n'est guère surprenant, dans un tel contexte, d'entendre un Zemmour déplorer que la droite et l'extrême droite identitaires n'aient pas réussi à imposer leur idéologie aux Gilets jaunes, laissant le champ libre à la gauche.

Il serait toutefois prématuré et dangereux de crier victoire, en oubliant le caractère toujours hétérogène de la mobilisation, la volonté des groupuscules d'en découdre physiquement et, bien évidemment, le poids électoral de l'extrême droite. L'issue de la bataille qui se mène autour et au sein du mouvement des Gilets jaunes aura des conséquences pour l'ensemble de nos luttes : il s'agit non seulement de combattre idéologiquement, au sein d'une mobilisation inédite et historique, les tentatives de détournement réactionnaire d'une colère sociale légitime, mais aussi de refuser, physiquement, que les fachos se sentent chez eux dans la rue.

Une double tâche à laquelle le NPA continuera de s'atteler, au côté de celles et ceux qui, dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement des Gilets jaunes, refusent de céder à l'air du temps et considèrent l'extrême droite comme ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : le pire ennemi de notre camp social.

BIEN DIT

Comparer quelques voitures de sport enflammées et des abribus brisés avec les ravages systématiques du néolibéralisme dans les vies depuis 40 ans est absurde. Une telle violence systémique engendre mécaniquement une contre-violence réactive, dérisoire dans ses moyens mais photogénique.

FRANÇOIS CUSSET (historien), Bastamag, 11 février 2019.

À la Une

POLITIQUES ANTISOCIALES, ATTAQUES ANTIDÉMOCRATIQUES, VIOLENCES POLICIÈRES

C'EST EUX LES CASSEURS !

Les semaines passent, et le mouvement des Gilets jaunes continue, tout comme la crise politique... Ces derniers jours ont été marqués à la fois par la grève du mardi 5 février et l'Acte 13 le samedi qui a suivi. Un moment charnière qui doit en annoncer d'autres.

C'est peu dire que les grandes directions syndicales sont aux abonnés absents depuis le début du mouvement des Gilets jaunes. Entre défiance vis-à-vis du mouvement et poussées identitaires mal placées, la direction confédérale CGT avait dû tout de même dégainer une première – et vraie – date d'appel à la grève, sous la pression conjuguée d'un mouvement de rue qui ne veut pas s'arrêter et d'un pouvoir qui ne veut rien lui céder.

Mardi rouge, samedi jaune

Dans les entreprises et les services publics, la préparation de ce 5 février aura été pour le moins contrastée, suivant les organisations syndicales (CGT, Solidaires, FO...) et les différents secteurs professionnels... Mais si la colère existe, les difficultés pour y donner corps, même dans un contexte de mécontentement généralisé, sont bien réelles. En conséquence, les secteurs grévistes, y compris dans des milieux traditionnellement combatifs (chez les cheminotEs, dans la santé ou l'éducation...), ont été minoritaires – loin de la journée de grève générale – même si beaucoup, 300 000 d'après la CGT, ont eu à cœur de se faire entendre dans la rue.

« Un 5 février réussi en rouge et jaune ! », clame la confédération au lendemain de la journée de mobilisation... Un peu déplacé au vu des taux de grévistes, de la façon dont la confédération a « compartimenté » la mobilisation, mais surtout de la panne de perspectives : des « mardis de l'urgence sociale » hebdomadaires dont on a bien du mal à saisir les contours, la journée du 8 mars, et enfin la possibilité d'une nouvelle journée de grève interprofessionnelle autour de la mi-mars...

Quelques jours plus tard, l'Acte 13 a confirmé la permanence de la colère jaune, même si les chiffres marquent globalement un petit recul : 58 600 pour l'Acte 12, 51 400 annoncés par

le ministère de l'Intérieur à l'issue de ce samedi. Qu'importe, même si la dynamique marque un peu le pas – avec l'usure des samedis qui s'enchaînent depuis près de trois mois –, le mouvement continue... et va continuer, avec de nouveaux actes ces prochains samedis et sur différents ronds-points toujours tenus – ou « repris » – depuis la mi-novembre.

Un pouvoir fort de ses faiblesses

Depuis la mi-janvier, le pouvoir a tenté d'enfermer les Gilets jaunes dans un tunnel de plusieurs semaines autour du « Grand blabla ». Mais même de son point de vue, le bilan de la manœuvre reste mitigé. Les stratèges du macronisme ont effectivement réussi à mettre progressivement au second plan la contestation sociale et à remettre en scène sous le feu des projecteurs et des caméras un Macron éternellement en campagne, chemise et cravate incluses... Mais en renvoyant à la mi-mars l'issue de cet interminable débat, ils ont aussi créé une attente... qui ne pourra susciter que déception et colère, tant il est sûr que ce gouvernement ne va apporter aucune réponse concrète en matière

d'égalité sociale, de justice fiscale ou de transformations démocratiques. Dès lors, dans un contexte où la crise politique – avec les énièmes rebonds de l'affaire Benalla – s'approfondit, rien n'est joué. Pire – ou mieux –, en prolongeant démesurément ce calendrier sur lequel s'aligne logiquement la mobilisation, Macron a lui-même créé les conditions pour mettre sur orbite un vote sanction en mai prochain, soit directement dans le cadre des élections européennes, soit par un référendum à choix multiples autour de questions institutionnelles. En attendant, le gouvernement fait ce qu'il sait faire le mieux : il cogne, au sens propre et figuré ! Ainsi, comme l'a confirmé il y a quelques jours le secrétaire d'État Olivier Dussopt, l'objectif reste bien de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat – une belle promesse de campagne du candidat Macron –, en particulier grâce aux « efforts » des collectivités locales... Et à peine quelques jours après avoir fait voter sa loi de droite baptisée « anticasseurs » – qui n'est en réalité qu'une loi « antimarif » –, il procédait encore samedi dernier à Paris à 45 arrestations, avec 42 mises en

garde à vue, mutilant de nouveau un manifestant qui a eu la main arrachée par une grenade de désencerclement devant l'Assemblée nationale. Tout un symbole... Et quand Castaner ne voit dimanche lors d'une interview que « 133 plaintes et enquêtes » suite à des « dérapages policiers », le journaliste David Dufresne dénombre 417 signalements pour violences policières !

Résister, riposter

Si la semaine passée, la convergence des gilets jaunes et gilets rouges n'a pas été aussi féconde que ce que l'on aurait pu espérer, cela reste pourtant la voie à suivre pour que le mouvement contre Macron et toute sa clique continue de marquer des points. D'ailleurs, l'un nourrit l'autre : ainsi, dans sept grandes entreprises sur dix (selon une étude réalisée sur près de 150 grosses entreprises), des primes exceptionnelles ont dû ou vont être concédées par les patrons. Peur du jaune, peur du rouge, qu'importe : il faut continuer à pousser dans le même sens, toutes et tous ensemble ! Dans ce cadre, la répression n'arrive pas à éteindre la contestation mais elle rend les conditions de celle-ci plus difficile. Il est donc de la responsabilité de toutes les organisations du mouvement ouvrier, du mouvement social – syndicats, associations et partis politiques – de construire une riposte unitaire contre le bras armé du pouvoir, pour l'interdiction des flashballs, des LBD 40, des grenades de désencerclement, pour la liberté de manifester. Au-delà, comme l'a montré une nouvelle fois la perquisition organisée dans les locaux de Mediapart le 4 février, ce sont bien l'ensemble des libertés fondamentales que ce pouvoir menace dangereusement.

Ultra-capitalisme et autoritarisme, voilà de quoi le macronisme est le nom. Mais derrière les leçons assénées à un public trié sur le volet dans le cadre des grands débats médiatiques, Macron n'est plus aussi droit dans ses bottes qu'il y a quelques mois. Le roquet a perdu de sa superbe. Reste à lui faire ravalier toute sa politique. **Manu Bichindaritz**

MACRON VEUT CONVAINCRE



PSA

En 3 mois, 2 annonces de fermeture de sites et 528 salariéEs menacés

Quelques semaines à peine après l'annonce de la fermeture du site de PSA Saint-Ouen, c'est maintenant le tour du site PSA d'Hérimoncourt dans le Doubs, près de Sochaux, d'être menacé. En tout, 528 salariéEs.

L'usine d'Hérimoncourt, spécialisée dans la rénovation et le recyclage de pièces, notamment boîtes de vitesse et moteurs, était le tout premier site industriel de la famille Peugeot en 1810, un siècle avant qu'elle ne se lance dans la fabrication d'automobiles. L'annonce a été faite sans sommation au CCE (Comité central d'entreprise) du mercredi 6 février, alors que PSA a déjà supprimé plus de 25 000 emplois

en 5 ans, qu'elle fête des ventes records et se prépare à annoncer des bénéfices qui le seront tout autant à la fin du mois. La délégation FO du groupe, pourtant peu habituée aux esclandres contre la direction, a donc quitté la salle pour faire bonne figure. D'autant que le délégué FO d'Hérimoncourt (syndicat majoritaire du site) assurait depuis des semaines qu'il n'y aurait pas de fermeture. FO n'en a pas moins donné « un avis favorable à la reconduction des

mesures de départ volontaire pour 2019 telles que [proposées] aujourd'hui dans ce CCE. Mais c'est la dernière fois... » Des mesures qui annoncent en effet 1900 suppressions d'emplois dans le groupe, dans le cadre du nouveau plan de départs prétendus volontaires appelé « DAEC »¹ version 2019.

Patrons gagnants-gagnants, salariéEs perdants-perdants

Pourtant le site d'Hérimoncourt est surchargé, selon la direction il arriverait même à saturation. Alors, plutôt que de créer un deuxième quai de chargement, il lui paraît plus rentable de fermer le site et de transférer toute l'activité d'Hérimoncourt vers le site

de PSA Vesoul. Le prétexte est tout trouvé : puisque les pièces et moteurs fournis à Hérimoncourt proviennent de Vesoul, PSA voudrait y centraliser l'activité.

Et pour cause, PSA Vesoul est un site d'environ 3000 ouvrierEs, centre logistique mondial de pièces de rechange de PSA. Avec les nouvelles lois Macron en juin dernier, la direction y avait imposé, avec le traditionnel chantage à la fermeture, un accord permettant de faire travailler les ouvrierEs 37 h 45 payées 36 h (une journée gratuite par mois), tout en supprimant 450 postes en trois ans. Tout cela en « échange » de la prétendue création de 80 postes sur la même période et d'une prime minable de 80 euros. Une belle rentabilité sur le dos des salariéEs... Tous les syndicats du site avaient signé, sauf la CGT qui avait lancé une pétition contre l'accord dans tout le groupe, avec pas moins de 10 000 signatures.

Un monde à changer

IRAN, RÉVOLUTIONS ET CONTRE-RÉVOLUTIONS. L'État iranien commémore à sa façon l'arrivée au pouvoir des mollahs en février 1979. Quant à la presse internationale, elle présente l'épisode comme le début d'une ère de souffrances pour l'Iran succédant au pouvoir éclairé du Shah. Il n'y a pas de doute: le régime iranien actuel est bien un régime d'oppression et de corruption sous des dehors religieux. Mais l'histoire n'a pas commencé en 1979.

Tout le 20^e siècle est marqué, en Iran, par des luttes populaires souvent brisées par la répression. En 1951, suite à la multiplication des grèves, le Shah est obligé de nommer comme Premier ministre le dirigeant nationaliste Mossadegh. Celui-ci nationalise le pétrole, déchaînant l'enthousiasme populaire. La CIA organise un coup d'État en 1953. La répression contre la gauche est impitoyable. En 1964, l'ayatollah Khomeiny est exilé mais ses disciples continuent à agir clandestinement. Ils puisent leur forces dans la petite-bourgeoisie traditionnelle (le bazar) qui se sent marginalisée par le Shah.

Dans les années 1970, les universités sont en effervescence, les grèves se multiplient, et la population des bidonvilles se mobilise contre les expulsions. En octobre 1978, les grèves ouvrières prennent une tournure de plus en plus politique. Dans le secteur du pétrole se créent des comités de grève qui organisent nationalement la baisse puis l'arrêt de la

production. Finalement, le Shah part en exil le 16 janvier 1979. Une insurrection populaire a lieu à Téhéran du 9 au 13 février 1979. On assiste dans les entreprises à une explosion de comités, de syndicats et de conseils ouvriers. Mais il manque une force politique, à la fois suffisamment implantée et ayant une claire conscience des enjeux. Khomeiny, revenu le 1^{er} février 1979, est le seul à disposer d'un appareil politique et devient le dirigeant du pays. Le gouvernement pro-Khomeiny désarme la population et met sur pied des milices islamistes. Une République islamique est instaurée avec le soutien d'une partie de la gauche, notamment du Parti communiste. Le pouvoir politique, désormais sous le contrôle étroit des autorités religieuses, se retourne contre les organisations de gauche, qui sont interdites. Les femmes manifestant à l'occasion du 8 mars 1979 sont violemment agressées. Les travailleurEs qui osent revendiquer sont persécutés. Plus de 30 000 opposantEs sont exécutés entre 1981 et 1989. Depuis, au milieu des pires difficultés, une partie de la société iranienne n'a cessé de se dresser contre le régime. La fin de l'année 2017 et le début de 2018 ont ainsi été marqués par une vague de luttes populaires, notamment en province. Malgré la répression (et le climat créé par le blocus US), les femmes se dressent contre l'obscurantisme tandis que des luttes ouvrières se développent à nouveau dans les entreprises...

GILETS JAUNES Retour sur la journée du 9 février

Tours

Un millier de manifestantEs dans les rues de la ville, alors qu'une centaine de personnes étaient à Saumur pour répondre à la venue des Gilets jaunes de Saumur à Tours la semaine précédente. Quelques groupes de manifestantEs de petites villes hors de notre département viennent participer dans la mesure où les rassemblements sur Tours sont les plus importants «régionalement».

Des ronds-points sont à nouveau occupés (Saint-Maure et Château-Renault depuis la semaine passée). L'assemblée de Tauxigny du vendredi (à la campagne) a quant à elle réuni un peu plus de 80 personnes.

Alors que ce week-end est localement celui du début des vacances scolaires, cette mobilisation témoigne de l'ancrage du mouvement. Cette semaine, des commissions ont prévu de se réunir et une nouvelle manifestation est annoncée à Tours pour samedi prochain.

Dijon

Près de 3 000 Gilets jaunes ont arpenté la ville avec une certaine dispersion liée à un appel en 2 points différents. Le défilé a été un des plus longs depuis le 17 novembre, avec une action classique d'occupation des voies de la gare de Dijon pendant une petite demi-heure. Plus symboliquement, le cortège s'est regroupé à nouveau à la Maison d'arrêt avant de rejoindre la place de la Mairie, avec quelques

La journée du samedi 9 février, Acte 13 du mouvement des Gilets jaunes, si elle témoigne d'une certaine lassitude autour des «mobilisations du samedi», a donné lieu à des manifestations significatives, témoins de la persistance de la mobilisation. Aperçu dans quelques villes. D'autres comptes rendus sur notre site: www.npa2009.org.



À Paris, le 9 février. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

feux de poubelles, lancers de projectiles et charges de la police. Il y a eu un autre point de tension rue de la Préfecture, une fin de manifestation devenue traditionnelle.

Dans le même temps se multiplient les initiatives de débats, et trois associations liées au mouvement se sont constituées et appelaient à une réunion commune lundi 11 février. Plus significatif, l'UD-CGT a organisé un forum samedi 9 au matin, où des GJ participaient avec des interventions multiples et où nous (NPA) avons pu

développer quelques-unes de nos propositions. C'est la suite, non sans tensions, de la manif du 5 février, qui avait regroupé entre 1 500 et 2 000 participantEs avec une présence syndicale et GJ à égalité.

Paris

Plusieurs milliers de manifestantEs lors de la manifestation parisienne, sur un parcours déposé mais partiellement respecté. Les organisations (Solidaires, AL, Ensemble, Front social, NPA) qui s'étaient regroupées la

semaine précédente, pour manifester dans un pôle commun, ont reconduit le dispositif. On peut d'ailleurs se féliciter de son élargissement à l'UD CGT 75 qui a manifesté à proximité du pôle (alors que les semaines précédentes elle appelait à l'Hôtel de ville), ainsi qu'à des militantEs d'ATTAC, du CNDP. Ce pôle a ainsi pu manifester avec ses slogans et ses expressions politiques, en phase avec les Gilets jaunes autour de nous.

Alors qu'un parcours de manifestation avait été déclaré, mais que des voix s'élevaient pour regretter le dynamisme des manifs sauvages, ce sont finalement les interventions policières, en particulier devant l'Assemblée nationale (durant laquelle un jeune a été mutilé par une grenade) qui ont poussé à ce que la manif déborde du parcours déposé. Ce qui exprimait la volonté de reprendre la rue, de rejeter l'encadrement policier et ses violences intolérables. La manif a donc pris la police à rebrousse-pois, en se lançant dans une déambulation reprenant, à peu près à l'envers, le parcours déposé, ce qui a déstabilisé le dispositif policier jusqu'aux «incidents» de fin de manifestation et de violentes interventions des flics.

Le chiffre 500 millions

C'est le montant, en euros, d'arriérés d'impôts, pour les années 2008-2017, qu'Apple s'est engagé à payer suite à un accord avec l'administration française. Un chiffre ridiculement bas au regard du chiffre d'affaires réel d'Apple en France (près de 4 milliards d'euros par an), ainsi que l'a rappelé Raphaël Pradeau, porte-parole d'Attac: «On est choqués que le fisc français passe des accords à l'amiable avec une entreprise qui vole des milliards à l'État, alors qu'on envoie en prison des gens qui volent pour se nourrir.»



Agenda

Dimanche 17 février, manifestation des Gilets jaunes, Paris.



Mercredi 20 février, meeting «Sauvons les terres de Gonesse», Paris 11^e.

À 18h30, salle Olympe-de-Gouges, 15, rue Merlin, métro Père-Lachaise.

Vendredi 22 février, rassemblement «Décret contre les chômeurEs: exigeons l'abrogation!», Paris 10^e.

À 9h30, devant la gare du Nord, parvis devant l'entrée banlieue, métro/RER Gare-du-Nord.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Depuis le début ils me font chier les gilets jaunes. [...] Comment se fait-il que 20 personnes peuvent emmerder autant de monde?

Il y a la liberté de circuler, de travailler... Pourquoi bafouer ça?

FRANÇOIS BERLÉAND (acteur), RTL, samedi 9 février 2019.

Détail écoeurant: le vendredi 8 février, les syndicats béni-oui-oui du site de Vesoul (FO et CFDT) ont eu le culot de se féliciter du transfert d'activités, laissant entendre que c'était le résultat positif de l'accord de casse des 35 heures.

Des conditions inacceptables...

Alors qu'advient-il des 204 salariéEs de PSA Hérimoncourt? Celles et ceux qui seront contraints à la mutation forcée à Vesoul, goûteront à l'exploitation locale que PSA voudrait étendre à d'autres sites. Comme d'habitude, la direction se défend: «Pas de licenciement», les salariéEs se verront proposer des reconversions internes à Sochaux (10 km), à Mulhouse (65 km) ou encore à Vesoul (80 km), mais s'ils refusent, ce sera la porte.

Sous prétexte qu'à Hérimoncourt, ce «n'est pas une fermeture mais une réorganisation» (façon de dire qu'on peut tout à fait vider un site sans le

fermer), la direction de PSA refuse d'octroyer les conditions de départ de PSA Saint-Ouen que les salariéEs de là-bas trouvent déjà inacceptables. Pour Hérimoncourt, la direction prévoit les conditions de PSA Poissy: moins d'argent et un plan de départ en pré-retraite de 3 ans contre 5 à Saint-Ouen.

... que les salariéEs ne sont pas près d'accepter

Dès le lendemain de l'annonce, le 7 février, touteS les ouvrierEs de PSA Hérimoncourt des deux équipes se sont mis en grève toute la journée à l'appel de la CGT et de la CFDT contre le projet de fermeture low-cost de la direction. La section syndicale pro-patronale FO a été obligée de suivre. Ce lundi 11, près de 350 personnes ont défilé dans les rues de la ville, des salariéEs de l'usine, des représentants syndicaux des sites PSA voisins, dont celui de Sochaux, des éluEs et des habitantEs. Les ouvrierEs

LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE SE PORTE BIEN



ont trouvé le chemin de la lutte et de la grève, ils devront trouver l'énergie de se coordonner avec d'autres sites menacés, de PSA Saint-Ouen, de Ford Blanquefort et bien au-delà, afin que

pas unE ouvrierE ne se retrouve seulE face aux menaces de fermeture de site ou de licenciement.

Léo Baserli

1- Dispositif d'adéquation des emplois et compétences

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

VIOLENCES SEXISTES

Affaire Baupin : un cas d'école

« L'affaire Baupin » est exemplaire à de nombreux égards. Tout d'abord, elle met en lumière toutes les caractéristiques des affaires de violences constamment dénoncées par les féministes. Ensuite elle soulève des questions sur les évolutions législatives et sociales.

Cette affaire est malheureusement très classique pour qui s'intéresse à la question des violences. Mais pour une fois, tout apparaît en pleine lumière.



Enfin sur le devant de la scène médiatique !

On trouve la difficulté à rompre l'omerta : tout le monde savait mais personne n'a rien dit, les victimes sont isolées et sans soutien, alors que le comportement de Baupin est largement connu. Celles qui parlent sont renvoyées à leur faiblesse de n'avoir pas su faire face, au fait qu'elles n'auraient pas compris la « drague », que ce n'est « pas si grave ». On veut faire porter aux victimes la responsabilité des conséquences sociales sur l'agresseur sans évoquer un seul instant les conséquences des agressions sur les femmes. Par exemple, Dominique Voynet ose dire : « Peut-être qu'il a commis ces gestes, mais est-ce que ça valait ce déchaînement et cette mort sociale ? » On retrouve la solidarité de groupe pour défendre la structure, que ce soit un parti ou une entreprise : celle qui accuse la met en danger via-à-vis de l'extérieur, en salit l'image.

Il y a aussi la peur de perdre son emploi, réelle pour les attachées parlementaires comme pour n'importe quelle salariée, et la peur d'être attaquée politiquement pour les militantes.

L'impunité des agresseurs apparaît inattaquable puisque, bien que tout le monde soit au courant, leurs positions ne sont pas remises en cause. Et même dans les cas où les femmes ont dénoncé les violences, ce sont généralement les victimes qui changent de poste, perdent leur emploi, quittent leur organisation politique, les responsables restant à leur place, souvent blanchis par l'institution judiciaire.

Il y a la honte des victimes parce que l'agression remet en cause l'intégrité morale et/ou physique. Cet aspect est renforcé dans les organisations qui se revendiquent du féminisme, où les femmes sont supposées être aussi « fortes » que les hommes à tous points de vue, ce qui est vécu comme contradictoire avec le fait d'être victimes de violences sexistes. À la honte de ne pas avoir su repousser l'agression s'ajoute celle de ne pas oser parler.

Pour couronner le tout, Baupin n'hésite pas à attaquer pour diffamation les femmes qui l'ont dénoncé et les journalistes qui ont mené l'enquête. Cette contre-attaque est également un classique de la défense des agresseurs.

Des évolutions urgentes

Cette affaire pose la question du délai de prescription. On sait que les victimes ont besoin de temps, parfois de nombreuses années pour arriver à dénoncer les violences. Les délais ont récemment été doublés mais cela reste insuffisant dans certains cas. Quoi qu'il en soit, l'ardoise des violences faites aux femmes ne peut être effacée simplement par le temps d'autant plus que le sentiment d'impunité s'en trouve largement renforcé.

Elle pose la question de la libération de la parole. Dans la foulée de l'affaire Weinstein, le mouvement #MeToo a contribué à donner une légitimité aux accusations portées par les femmes et à la dénonciation des violences sexistes de manière générale. Espérons que l'affaire Baupin contribue dans le même sens, malgré le classement pour prescription. De ce point de vue le jugement qui doit être rendu en avril sera très important. Dans la vague de cette libération de la parole, la construction d'un rapport de forces qui permettra réellement d'en finir avec les violences sexistes est à l'ordre du jour.

Commission nationale d'intervention féministe

LOI ANTIMANIFS L'autoritarisme, cet autre volet du macronisme

Mardi 5 février, les députés ont adopté, en première lecture, la proposition de loi dite « anticasseurs », par 387 voix contre 92 et 74 abstentions. La loi n'est pas encore définitivement votée, puisqu'elle doit désormais faire un tour par le Sénat, mais elle constitue d'ores et déjà un considérable recul pour les libertés démocratiques.

« Comme citoyen et comme militant, comme élu, j'ai moi-même participé à bien des manifestations. Et demain, si le besoin s'en fait sentir, je compte bien recommencer. C'est parce que je connais la réalité des manifestations que je défends cette proposition de loi en confiance et en sérénité. » Celui qui s'exprime ainsi sur Facebook le 4 février, veille du vote à l'Assemblée, n'est autre que... Christophe Castaner. Le ministre de l'Intérieur, dans un registre très orwellien, semble ainsi vouloir nous expliquer que « l'interdiction de manifester, c'est la liberté de manifester ». Après les mensonges répétés quant aux violences policières (« Je ne connais aucun policier, aucun gendarme qui ait attaqué des Gilets jaunes »), Castaner tient la ligne : plus c'est gros, plus ça passe.

Loi liberticide

Le texte adopté le 5 février est en effet explicite, puisqu'il permet, entre autres, les interdictions administratives de manifester (sans l'intervention, donc, d'un juge), le fichage des personnes subissant ces interdictions, l'extension des possibilités de fouille, la transformation en délit du fait de « dissimuler volontairement tout ou partie



de son visage sans motif légitime », sanctionné d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende... Concernant ce dernier délit, comme le souligne le Monde, les personnes « pourront ainsi être interpellées et placées en garde à vue et devront par la suite prouver qu'elles avaient une bonne raison d'être masquées ». Pas certain que le fait de vouloir se protéger le visage pour échapper aux lacrymogènes sera considéré comme une « bonne raison »... Mais qu'à cela ne tienne, le projet liberticide a été baptisé « loi visant à prévenir les violences lors des manifestations », et Castaner explique « [qu'il] s'agit tout à la fois de protéger les manifestants,

les forces de l'ordre, tous les Français et de garantir leurs libertés. » Commentaire de l'avocat et écrivain François Sureau, pourtant proche de Macron : « Nul doute que si le gouvernement rétablissait la peine de mort, un ministre saurait la défendre en l'intitulant "loi de défense de la vie prise dans l'intérêt des victimes". Croit-on vraiment que le public soit si bête ? »

Glissement autoritaire

Qualifiée de « loi de la peur » par François Sureau et de « loi générale contre l'exercice d'une liberté publique » par le Syndicat des avocats de France, dénoncée par les associations de défense des droits

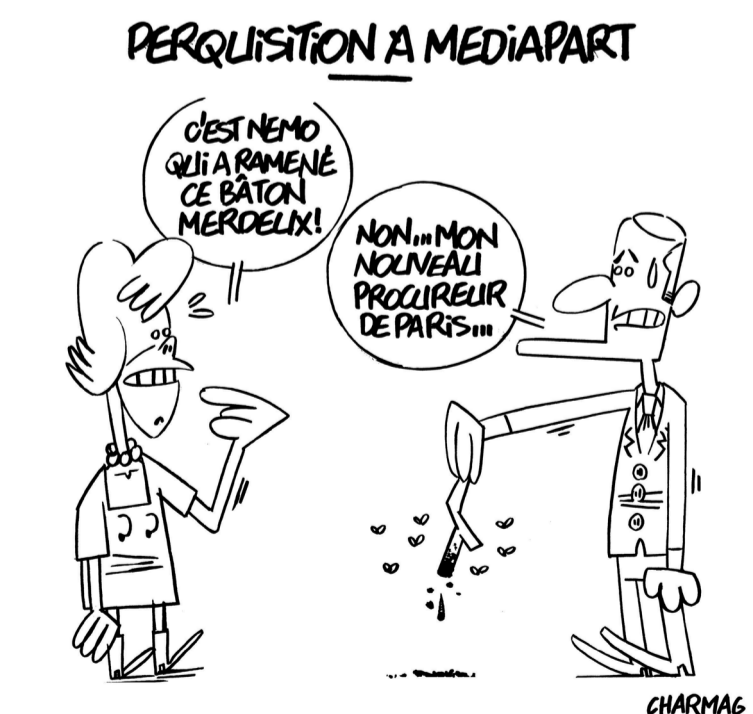
BENALLA-MEDIAPART Panique à l'Élysée

Lund 4 février, Mediapart a fait l'objet d'une tentative de perquisition quelques jours après avoir publié de nouvelles révélations sur l'affaire Macron-Benalla. Selon le Monde, c'est sur la base d'un courrier du directeur de cabinet du Premier ministre que le procureur de la République de Paris a ouvert une enquête. La dérive autoritaire de Macron se poursuit...

Même Hollande, pendant les révélations sur Cahuzac, n'avait pas osé. Macron, lui, l'a fait. Suite à une lettre du directeur de cabinet d'Édouard Philippe, le procureur de la République de Paris, très proche de Macron, a ouvert une enquête pour « atteinte à l'intimité de la vie privée de l'ancien collaborateur du chef de l'État Alexandre Benalla et/ou de son acolyte, le gendarme Vincent Crase », selon les mots de Mediapart, alors que ni Benalla ni Crase n'ont eux-mêmes porté plainte ! Et une tentative de perquisition a eu lieu dans les locaux de Mediapart, le 4 février, quelques jours après la publication d'enregistrements d'une conversation entre Benalla et Crase.

Liberté d'informer

Face à un début de scandale d'État impliquant le noyau dur du pouvoir, le parquet de Paris a voulu identifier les sources de Mediapart, attaquant ainsi un droit fondamental : celui de la protection des sources. Pas si étonnant quand on se rappelle que, la semaine précédente, Macron, selon le Point, a indiqué sa volonté d'une sorte



de mise sous tutelle de la presse... afin de permettre sa « neutralité ». Sans doute une promesse qu'il a faite à ses amis grands patrons de presse. On en rirait presque si ce n'était si grave !

Cette perquisition montre, une nouvelle fois, les tentatives des gouvernants de mettre au pas la presse, de la museler. Rappelons-nous les mises sur écoute de journalistes, comme ce fut le cas par exemple

démocratiques, critiquée jusque dans les rangs de la majorité LREM (50 abstentions lors du vote) et par certains syndicats policiers comme l'Unsa Police, qui affirme qu'elle « bafoue de façon arbitraire la liberté fondamentale de manifester », cette loi antimanifs est une étape supplémentaire du glissement autoritaire de la Macronie, après la normalisation de l'état d'urgence et la carte blanche donnée aux forces de répression face au mouvement des Gilets jaunes.

Un glissement autoritaire qui n'a rien d'un accident de parcours. Répression policière, attaques contre la liberté de la presse, offensive contre les droits démocratiques... font système, et sont en réalité un élément structurant du macronisme. Ainsi que le soulignait le journaliste Romaric Godin dans un article récemment publié sur Mediapart, la conviction de Macron et de ses proches de détenir la « vérité » en matière économique, à savoir la nécessité de « briser les compromis du passé et de soumettre le pays, pour son "bien", à l'ordre économique », couplée à la faiblesse de leur base sociale, légitime à leurs yeux un contournement, voire une destruction des cadres démocratiques : « Puisque le président de la République connaît la vérité, sait quelle est la bonne voie pour la France, il a le devoir, pour le bien de la France, de mener le pays dans cette voie, contre le désir du pays lui-même. Il lui faut faire le bonheur de "son" peuple malgré lui. »

Attaques antisociales et antidémocratiques vont de pair : d'où l'indispensable nécessité d'articuler les combats contre l'ensemble des volets de l'offensive gouvernementale, et de construire une contre-offensive globale.

Julien Salingue

1 - « Les origines économiques de l'autoritarisme d'Emmanuel Macron », 4 février 2019.

de celui du Monde qui s'occupait de l'affaire Woerth-Bettencourt, ou encore les attaques sans précédent du pouvoir de l'époque, mais aussi d'une certaine caste journalistique contre Mediapart au moment de l'affaire Cahuzac. La critique des médias est plus que nécessaire tant aujourd'hui l'information est malmenée, instrumentalisée, sacrifiée car soumise à des impératifs de rentabilité. Mais s'attaquer à la liberté d'informer et à la liberté de la presse est une attaque contre un droit démocratique élémentaire.

Dérive autoritaire

Cette tentative de perquisition montre, à la fois, la crise et le scandale politiques en cours mais aussi, une nouvelle fois, la dérive autoritaire du pouvoir actuel. Macron, affaibli par la mobilisation des Gilets jaunes, qui tient depuis plus de 12 semaines, est en panique. Alors que le « grand blabla » semble avoir réveillé, dans les sondages, une partie de son électoralat le plus fidèle, un scandale politique risquerait de tout anéantir ! Une dérive autoritaire du gouvernement qui ne s'arrête pas à sa volonté d'un retour à l'ORTF, mais se voit également dans la rue chaque semaine dans la volonté de « briser » le mouvement des Gilets jaunes avec un bilan toujours plus lourd ; 175 blessés à la tête ; 17 éborgnés et 5 mains arrachées, dont la dernière samedi dernier devant l'Assemblée nationale. Sans oublier la loi « anti-casseurs » qui permettra d'interdire, sans passer par un juge, à des personnes de manifester...
Joséphine Simplon

VENEZUELA « Pour l'heure, une issue à la crise est difficile à envisager »

Entretien. Nous reproduisons, avec l'aimable autorisation de son auteur, des extraits d'une interview donnée par notre camarade **Franck Gaudichaud** à l'hebdomadaire suisse la Gauche. Version complète en ligne sur : <https://www.gauchebdo.ch/2019/02/07/il-faut-denoncer-cette-ingerence/>.

L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil a-t-elle accéléré la volonté d'intervention étatsunienne au Venezuela ?
 Cette hypothèse n'est pas à écarter. Il y a en tout comme une conjonction des astres. L'élection de ce président d'extrême droite a eu un impact dans toute la région, où dominant désormais les forces de droite et conservatrices après notamment l'élection d'Ivan Duque en Colombie, mais aussi de Mauricio Macri en Argentine ou de Sebastián Piñera au Chili.

Pour l'instant, l'armée a assuré de son soutien le président actuel. Si celle-ci devait faire volte-face, que se passerait-il ?

La force de Nicolás Maduro réside essentiellement, à ce stade, dans son contrôle des forces armées. Mais cette institution n'est pas monolithique. Il existe des différences réelles entre les généraux, qui sont liés de près au pouvoir et les simples troupes, issues des classes populaires, qui subissent des difficultés dramatiques d'existence au quotidien.

Peut-on analyser la situation en termes de luttes de classes, où la classe aisée soutiendrait Juan Guaidó, alors que Nicolás Maduro s'appuierait sur les classes populaires ?

Il faut être bien plus nuancé. Si le conflit de classe (et de « race ») a effectivement marqué l'ère d'Hugo Chávez, avec l'opposition entre celles et ceux d'en bas, comprenant aussi bien les classes populaires que les populations afro-descendantes ou indigènes, contre la classe blanche aisée et l'oligarchie traditionnelle, tout a



été rebattu. On voit des quartiers historiques du chavisme descendre dans la rue pour protester ou suivre les appels de l'opposition, alors que l'hyperinflation ou la corruption ont mis à mal les programmes sociaux chavistes. Les classes populaires montrent leur mécontentement face au pouvoir. Elles ne se font pourtant guère d'illusions sur Juan Guaidó, dont le parti « Volonté populaire » est rattaché à l'Internationale socialiste, mais est ouvertement de droite, même s'il fait miroiter des améliorations du pouvoir d'achat. Juan Guaidó compte sur l'appui de certains secteurs patronaux pour débloquer l'économie.

Que reste-il de ces programmes sociaux à l'heure actuelle ?

Face à la pénurie généralisée, Nicolás Maduro a essayé de mettre en place depuis 2016 des comités locaux de ravitaillement et de production (CLAP), mais ceux-ci sont clientélistes et

désorganisés du fait du désastre économique actuel. Résultat, plus de 2 millions de Vénézuéliens ont fui le pays.

Comment jugez-vous la position de l'UE, qui a lancé un ultimatum à Nicolás Maduro, lui enjoignant de procéder rapidement à des nouvelles élections présidentielles ?

Cette position tient du paternalisme et du néocolonialisme. D'ailleurs, rompant avec une tradition qui va de De Gaulle à Mitterrand, Macron a décidé de reconnaître un gouvernement, alors que la France ne reconnaissait jusque-là que des États. Même si on doit être critique du bilan de Nicolás Maduro, il faut aussi dénoncer cette ingérence extérieure.

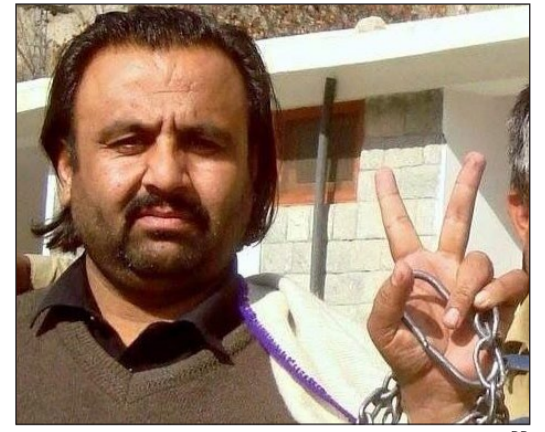
Le fait que Juan Guaidó et Nicolás Maduro soient chacun soutenus par des grandes puissances ne fait-il pas penser qu'une confrontation armée directe est improbable ?

Plusieurs stratégies russes, cités par la presse, estiment que leur pays n'a ni la capacité de projection pour agir au Venezuela et encore moins la volonté. Il faut relever que la Chine et la Russie ne sont pas seulement un soutien politique, mais surtout économique de Nicolás Maduro. Le Venezuela a un endettement énorme auprès de ces deux pays qui pourraient perdre leur mise, en cas de conflit.

Face à cette situation, quelles sont les sorties de crise possibles ?

Pour l'heure, une issue à la crise est difficile à envisager. Le Mexique et l'Uruguay ont proposé d'instituer un groupe de contact entre les protagonistes. Si Nicolás Maduro s'est dit prêt à répondre à cette sollicitation, ni Trump ni Juan Guaidó ne semblent vouloir de cette option. Cette proposition a aussi été phagocytée par l'Union européenne, qui exige des élections présidentielles rapides. Dans le cadre d'une plateforme, certains intellectuels vénézuéliens proposent un référendum consultatif, comme l'autorise la Constitution, pour demander au peuple s'il veut de nouvelles élections générales ou pas, afin de « religitimer » les pouvoirs publics. Tout en dénonçant l'ingérence extérieure et l'autoritarisme, cette plateforme cherche à éviter une possible guerre civile et toute intervention militaire. Il s'agirait de renforcer une solution pacifique et démocratique pour le pays, option qui paraît bien difficile à concevoir aujourd'hui.

Propos recueillis par Joël Depommier



PAKISTAN Baba Jan une nouvelle fois en danger ! Solidarité !

L'état de santé de Baba Jan, prisonnier politique au Pakistan, s'est beaucoup dégradé. Une campagne internationale de soutien, à laquelle nous nous associons, se développe.

Baba Jan est une figure populaire de tout premier plan au Gilgit Baltistan, territoire himalayen rattaché au Pakistan. Il a été emprisonné pour avoir soutenu des villageois victimes de la formation d'un lac artificiel, en 2010, à la suite d'une catastrophe écologique dans le bassin de la Hunza. Pour cela, en 2014, il a été une première fois condamné à la prison à perpétuité de fait ; puis une seconde fois pour avoir organisé une grève des détenus, par-delà les divisions religieuses, pour que leurs droits réglementaires (qualité de la nourriture, accès aux soins...) soient respectés.

Symbole de résistance

La popularité de Baba Jan s'est vue confirmée quand il s'est présenté aux élections dans la vallée de la Hunza, ce qui lui a valu d'être précipitamment condamné pour qu'il ne soit plus éligible. La justice la plus élémentaire lui a été déniée. Un rapport d'enquête judiciaire sur les incidents qui lui ont valu son inculpation n'a jamais été publié (il est probable qu'il l'innocente). Il a été torturé et sa vie a été menacée. Avec son co-détenu Iftikhar Hussain, il est devenu un symbole de résistance. Le Gilgit Baltistan est devenu le point d'entrée de la Chine au Pakistan où elle construit un « corridor » et un port stratégique qui lui donne accès à l'océan Indien. L'ordre doit régner, or Baba Jan dénonce l'emprise chinoise sur le territoire. Raison de plus pour ne pas le libérer.

La santé de Baba Jan s'est dernièrement beaucoup dégradée. Il a de fortes douleurs à la poitrine et devrait passer un examen médical approfondi pour fonder un diagnostic. Or, les hôpitaux du Gilgit Baltistan n'ont pas les moyens de l'assurer. Baba Jan, sa famille, ses amis et camarades (il est membre du Awami Workers Party) demandent qu'il soit d'urgence transféré dans un hôpital d'Islamabad, ce que les autorités refusent de faire jusqu'à maintenant. Des manifestations ont eu lieu à Gilgit et dans diverses villes du Pakistan. D'autres sont en préparation.

Solidarité internationale !

Un appel à la solidarité internationale a été lancé. Une pétition est en ligne sur Change.org, elle doit recueillir le maximum de signatures. Des personnalités et parlementaires se mobilisent aussi en Europe, notamment.

D'importantes campagnes de solidarité envers Baba Jan et ses codétenus ont déjà été menées dans le passé. Nous n'avons pas pu obtenir sa libération, mais nous avons peut-être évité son assassinat qui serait devenu un scandale international – et six de ses codétenus ont été libérés. Le pouvoir pakistanais pensait que ce qui se passait dans le territoire « reculé » du Gilgit Baltistan resterait ignoré en dehors de ses frontières. Il a été particulièrement choqué quand le sort fait à Baba Jan a été mentionné dans une résolution du Parlement européen !

Il doit savoir que si la santé de Baba Jan est gravement atteinte faute de soins en temps et en heure, il en sera tenu pour responsable !

Pierre Rousset

Voir le dossier « Baba Jan » en ligne sur le site d'ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique2049>

FRANCAFRIQUE La France en guerre pour sauver la dictature tchadienne

Depuis le début du mois, le gouvernement français s'est engagé dans un conflit au Tchad, en soutien au dictateur Idriss Déby.



Idriss Déby, Wikimedia Commons

Àcette fin il n'a pas hésité à utiliser le dispositif Barkhane, présenté en son temps à l'Assemblée nationale comme un dispositif d'aide aux cinq pays africains de la bande sahélo-saharienne (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso) dans la lutte contre les attaques terroristes des deux principaux groupes djihadistes, le Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans (GSIM) et Boko Haram.

Tradition françafricaine

Macron a répondu positivement à l'appel du président Idriss Déby en engageant des Mirages 2000D, un drone Reaper et des ravitailleurs C135 pour bombardier plus d'une vingtaine de fois, au nord-est du pays dans la région de l'Ennedi, les colonnes de pick-ups armés du mouvement rebelle de l'Union des forces de la résistance (UFR).

Déby traite ces rebelles de terroristes, lui qui a pris le pouvoir par la force en 1990 à partir du Soudan, avec l'aide des services secrets français. Depuis, il n'a jamais lâché le pouvoir, en organisant au fil du temps des simulacres d'élections de moins en moins crédibles, mais peu importe puisqu'elles bénéficient de la mansuétude des principales capitales occidentales.

Le Tchad reste un pays stratégique pour la France qui, depuis des décennies, y maintient une présence militaire importante. En 2008, les autorités françaises avaient déjà sauvé la mise à Déby. À l'époque, les rebelles avaient réussi à atteindre la capitale N'Ndjamena et à encercler le palais présidentiel. Le dictateur n'a dû sa survie qu'à l'armée française qui a fourni les renseignements et

permis le ravitaillement en munitions de ses troupes. Sorti in extremis de cette bataille, il n'avait cependant pas oublié d'en profiter pour liquider son principal opposant civil, Ibni Oumar Mahamat Saleh.

Une dictature sur le déclin

Dans le pays, l'espace démocratique n'a qu'un rôle de figurant. Les syndicalistes sont régulièrement jetés en prison. Le pouvoir envoie son armée bombardier les populations civiles de Miski dans la région du Tibesti pour s'approprier les mines aurifères. Les fils des dignitaires du régime, auteurs de harcèlements et de viols, comme ce fut le cas pour une jeune lycéenne de 16 ans, Zouhoua, ne sont pas emprisonnés¹. La corruption plonge les populations dans la misère. Il n'est donc pas étonnant qu'apparaissent des oppositions armées du type UFR. Ce groupe dirigé par Timan Erdimi, neveu d'Idriss Déby, n'a rien à voir de près ou de loin avec les groupes islamistes.

Le Tchad est entré dans une crise profonde provoquée par le détournement de fonds mais aussi par un gaspillage éhonté des revenus du pays pour les dépenses d'armement qui représentent plus d'un tiers des dépenses publiques². La récente

remontée des cours du pétrole ne lui bénéficie pas, du fait de l'accord passé avec la multinationale Glencore, qui autorise cette dernière à prélever la quasi-totalité des ressources des ventes en remboursement des dettes contractées par Idriss Déby³.

Que 40 pick-up de l'UFR représentent une menace sérieuse pour Déby montre à quel point son pouvoir s'est affaibli faute de base sociale et de légitimité. D'autant que l'armée tchadienne a été incapable de bloquer ce convoi et, sans l'intervention française, des villes comme Abéché ou Biltine seraient tombées aux mains des rebelles, ouvrant la voie à la fin de ce régime. C'est ce que ne voulait absolument pas la France qui compte bien continuer à utiliser les soldats tchadiens comme supplétifs dans le maintien de l'ordre néocolonial dans la région.

Paul Martial

1 – <https://www.tchadpages.com/un-an-apres-le-viol-de-la-jeune-lyceenne-zouhoua-par-des-fils-de-dignitaires-du-regime-limpunité-est-toujours-de-mise-au-tchad/>
2 – <https://www.jeuneafrique.com/556880/politique/infographies-combien-et-comment-dependent-les-etats-africains-en-armement/>
3 – https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/country_notes/Tchad_Note_pays.pdf

PLANÈTE EN DANGER

Les dangers du réchauffement climatique sont connus depuis longtemps. De conférences en rapports scientifiques, la crise écologique qui touche le climat, la biodiversité, la forêt... est parfaitement documentée et chiffrée.

Le dernier rapport spécial du GIEC d'octobre 2018 (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), a montré qu'une différence entre une augmentation de la température de la Terre de +1,5°C et une de +2°C, signifierait 10 millions de personnes en plus menacées par la montée des océans. C'est la perte de plus de la moitié de l'habitat naturel pour 4% des vertébrés, 6% des insectes et 8% des plantes à 1,5°C, contre respectivement 8%, 18% et 16% à 2°C. Ce sont aussi des vagues de chaleur et des pluies torrentielles plus fréquentes et plus intenses, des rendements des cultures céréalières plus faibles, une destruction encore plus dramatique des récifs coralliens...

« Planète étuve »

Selon de récentes recherches, le seuil de basculement vers une « planète étuve » pourrait même être franchi à 2°C, ce qui provoquerait la dislocation brusque des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique Est. La hausse de plusieurs mètres du niveau des océans déjà fortement impactés par le réchauffement du climat (acidification des eaux, pollution...) aurait des effets en cascade : libération des gaz contenus dans le permafrost, réchauffement des océans qui réduirait leur capacité d'absorption du carbone... L'accélération de la fonte des glaces menace la vie de centaines de millions de personnes vivant dans des zones basses côtières ainsi englouties.

Les derniers scénarios prévoient une hausse de 77 cm du niveau de la mer d'ici 2100 sans réduction des émissions de gaz à effet de serre (scénario « RCP 8.5 »), et de seulement 32 cm (scénario « RCP 4.5 ») en cas de réduction modérée.

La déforestation galopante favorise aussi la progression des émissions de gaz à effet de serre (GES). Moins de forêts, moins de capacités d'absorption des GES, mais aussi attaque contre la biodiversité (la forêt héberge près de 80% des espèces terrestres), diminution de la qualité des sols et de leur fertilité, augmentation des catastrophes telles les glissements de terrains...

Tout doit être mis en œuvre pour que la limite de 1,5°C maximum soit respectée.

Pourtant les émissions de GES continuent d'augmenter, disqualifiant les gouvernants soucieux de respecter les engagements en faveur des capitalistes. Les déclarations des États, année après année, ne sont que fausses intentions et promesses de pacotille. Et pour cause, agir signifierait s'attaquer au fondement même du système capitaliste, de son exploitation des ressources naturelles, des modes de production et de consommation qu'il impose. La remise en cause radicale pourtant nécessaire ne fait pas partie des missions que se sont fixées les gouvernants. À nous, jeunes, vieux, travailleurEs, précaires, privéEs d'emploi, quelle que soit la couleur de notre gilet, de nous unir et d'imposer les changements qui sauveront nos vies, la vie.

La forêt d'Hambach

Cette forêt allemande est devenue un symbole de la lutte contre l'exploitation du charbon. Vieille de 2000 ans, elle doit à son tour être détruite pour permettre à RWE, conglomérat de l'énergie, d'exploiter le charbon de son sous-sol. 150 à 200 militantEs y vivent depuis plus de six ans pour empêcher ou freiner la destruction de la forêt, dans des cabanes situées dans les arbres, à plusieurs mètres du sol. Dans une atmosphère de tension permanente où les cabanes sont systématiquement détruites, des dizaines de personnes ont été arrêtées ou blessées. C'est dans ces circonstances qu'un journaliste a trouvé la mort le 19 septembre dernier, en faisant une chute de quinze mètres de haut alors qu'il cherchait à filmer l'intervention de la police. Mais, le vendredi 5 octobre 2018, la justice allemande a interdit à RWE de déboiser la forêt d'Hambach tant que le recours sur le fond, déposé par l'association Bund, n'aura pas été jugé. Une victoire encourageante dans la lutte entre les intérêts capitalistes et ceux de la majorité de la population. Malgré tout, un problème essentiel demeure, celui de l'avenir des travailleurEs de RWE. En cas de victoire des opposantEs à l'exploitation du charbon, ce ne sera pas aux salariéEs d'en subir les conséquences. La perspective défendue doit être la reconversion des emplois dans les énergies renouvelables moins polluantes où les compétences des travailleurEs de RWE, l'expertise acquise pourront être utilisées. Là comme ailleurs, l'urgence climatique impose de revoir radicalement les modes de production et de consommation d'énergie. Ce qui renvoie à des choix politiques qui sont à discuter collectivement et démocratiquement.

Le climat se réchauffe. Le climat social aussi. Depuis l'été dernier, des jeunes se mobilisent pour dénoncer l'inaction criminelle dans la lutte contre le réchauffement climatique. La contestation des écolierEs, collégienEs, lycéenEs, étudiantEs... gagne différents pays pour exiger des actes, à la place des grandes déclarations creuses inefficaces. Ainsi, en Suède, mais aussi en Hollande, aux États-Unis, en Australie, en Belgique, en Autriche, au Canada, au Danemark, en Finlande, en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, en Irlande et au Japon, des jeunes manifestent, font la grève de l'école, multiplient les appels en faveur du climat. Une façon de rappeler à la poignée d'adultes qui ont le pouvoir et imposent leur volonté à l'immense majorité des humainEs, leurs responsabilités vis-à-vis des générations futures. Petit tour d'horizon...

Dossier coordonné par la Commission nationale écologie

« À quoi bon l'école si demain le monde est... »



LES JEUNES, PLUS CHAUDS QUE LE CLIMAT

Suède

Les vagues de chaleur de l'été 2018 et les incendies de forêts sans précédent ont motivé Greta Thunberg, lycéenne de 16 ans, qui a entamé « une grève de l'école pour le climat », en août dernier : pendant 3 semaines, assise chaque jour devant le Parlement suédois, elle exigeait le respect de l'accord de Paris, réclamait une forte diminution des émissions de GES. Puis, sa grève s'est poursuivie chaque vendredi. Après la manifestation devant le Parlement européen à Bruxelles et la déclaration organisée par Rebellion Extinction dans Londres, Greta Thunberg a poursuivi ses actions et ses prises de parole à la COP 24, en Pologne (« Vous êtes trop immatures pour dire les choses telles qu'elles sont, mais moi je n'en ai rien à faire d'être impopulaire. Moi je me préoccupe seulement de garder une planète vivante ») et au forum de Davos. Ses actions ont poussé des jeunes collégienEs et lycéenEs à rejoindre la grève, chaque vendredi, clamant comme elle, qu'il est temps que « les jeunes se mettent en colère et transforment la colère en action », dénonçant l'inaction des « adultes ». Le mouvement des jeunes suédois s'est propagé un peu partout dans le monde, motivé par les marches pour le



À Zurich, le 21 décembre 2018. DR

climat, mais avec son propre mode d'action face à l'urgence climatique. Ils et elles sont de plus en plus nombreuses et nombreux à faire la grève de l'école, un jour par semaine.

Australie

ÉcolierEs, collégienEs et lycéenEs se sont mobiliséEs en novembre contre l'inaction du gouvernement libéral dans la lutte pour le climat. Après que le Premier ministre a renoncé, en août, à inscrire dans la loi les objectifs de réduction des émissions de GES, pourtant reparties à la hausse. Et aussi après qu'une tempête inédite s'est abattue sur Sydney, que la sécheresse et des tornades de feu ont dévasté forêts, savanes et broussailles. Sans doute pas un hasard !

Des milliers de jeunes ont finalement fait grève simultanément dans plus de vingt villes le vendredi 30 novembre, avec des commentaires qui ont galvanisé les foules, venues avec des pancartes « Stop Adani » pour contester un projet d'exploitation de mine de charbon par la firme Adani et demander au pays de se tourner vers les énergies renouvelables. Sans surprise, l'Australie ne devrait pas remplir ses engagements pris au moment de la conférence internationale de Paris en 2015, comme l'Union européenne, le Canada et les États-Unis (d'après le rapport annuel du Programme environnement de l'ONU).

Suisse

Le 21 décembre, près de 4 000 élèves de Suisse alémanique ont

organisé une « grève pour le climat », défilant dans les rues des principales villes. Le 18 janvier, plus de 22 000 élèves des collèges, écoles professionnelles et lycées se sont misEs en grève pour le climat : plus de 10 000 à Lausanne, 5 000 à Genève, 1 500 à Neuchâtel et 1 000 à Fribourg. Il s'agissait pour beaucoup de leur première manifestation. Le samedi 2 février, le mouvement a encore pris de l'ampleur. Des adultes de tout âge se sont joints aux jeunes. Ils ont été des dizaines de milliers à se mobiliser dans quatorze villes à travers toute la Suisse.

Unis, collégienEs, apprentiEs et lycéenEs scandent leur colère face à l'inaction des politiques quant aux questions climatiques. Les manifestantEs demandent notamment que la Suisse n'émette plus de gaz à effet de serre d'ici 2030 et cela sans introduire de mesures de compensation. Les slogans pointent du doigt le système capitaliste comme responsable de la crise climatique.

Canada

En novembre 2018, l'association ENvironnement JEUnesse (ENJEU) a lancé une procédure judiciaire contre le gouvernement, pour manque d'actions efficaces en faveur du climat. Accord de Paris signé ou pas, le Canada continue de produire 22 tonnes de GES par

On aller à main notre détruit? »

ÉCHOS DE L'AG INTER-FACS DE JUSSIEU

La COP 24 a donné à voir, jusque dans les médias dominants, la légitime révolte de la jeunesse mondiale face à la crise écologique – révolte incarnée notamment par la lycéenne Greta Thunberg. En France, les organisations d'écologie radicale connaissent un afflux de jeunes travailleurEs, d'étudiantEs et de lycéenEs. Cet afflux fait suite à l'expérience des « Marches pour le climat », qui ont attiré des dizaines de milliers de personnes, notamment des jeunes, conduisant nombre d'entre eux à ressentir le besoin d'une critique radicale du capitalisme.

voisins, et s'inscrit dans une perspective de désobéissance civile. L'idée retenue permet la convergence avec les Gilets jaunes, en enchaînant « vendredis verts » et « samedis jaunes ». Les revendications exprimées lors de l'AG de Jussieu portaient, entre autres, sur l'arrêt des énergies fossiles et nucléaire, leur remplacement par des énergies renouvelables, et l'arrêt des grands projets inutiles. La réorganisation de certains secteurs économiques a aussi été évoquée, par exemple l'arrêt des produits en plastique à usage unique. Limiter la hausse à 1,5°C n'est possible qu'à condition de réorganiser l'économie en profondeur, en expropriant les multinationales polluées pour éliminer très rapidement les énergies fossiles et nucléaires et les remplacer par des énergies renouvelables. Ainsi, la lutte écologique doit répondre au défi d'élaborer un projet de société alternatif au capitalisme.



À Paris, le 27 janvier 2019. DR

«Vendredis verts»

En région parisienne, la mobilisation des jeunes s'est exprimée dans un récent appel à mener des « grèves scolaires » tous les vendredis à partir du 15 février. L'appel a été lancé par une assemblée générale inter-facs de 300 personnes, réunie à Jussieu le 8 février. Il s'inspire de mouvements similaires dans les pays

certains propositions comme le Pacte finance-climat de Anne Hessel, Jean Jouzel et Pierre Laroutou ou la proposition de « loi spéciale sur le climat » en Belgique cherchent à donner des réponses « raisonnables » et accessibles. Le Pacte propose que la création monétaire soit mise au service de la lutte contre le dérèglement climatique au lieu d'alimenter la spéculation et donc le risque d'une nouvelle crise financière ainsi que de créer une Contribution climat, c'est-à-dire un « impôt européen sur les bénéfices (de l'ordre de 5%) pour permettre de dégager un vrai budget pour investir dans la recherche et lutter contre le réchauffement climatique, en Europe, en Afrique comme dans tout le pourtour méditerranéen ». Il demande « aux chefs d'État et de gouvernement de mettre en œuvre au plus vite une politique européenne qui dépasse les clivages traditionnels, mette la finance au service du climat et de la justice sociale ». Quant à la proposition de loi en Belgique, dans la version rédigée par des universitaires et pire dans la version modifiée par ses défenseurs politiques (à commencer par les Verts Ecolo et Groen) qui en ont réduit les ambitions (de 65% de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 à 55%), elle demeure dans le sillage des Accords de Paris et sa seule



À La Hague, le 7 février 2019. DR

ÇA CHANGE TOUT!

Les mobilisations massives pour le climat invitent à mener le débat sur les solutions pour enrayer la catastrophe. Il y a un gouffre entre la gravité et l'urgence de la situation et la difficulté à envisager des mesures à la hauteur. Chacun voit bien que la somme des changements de mode de vie individuels ne suffira pas, que des choix politiques globaux sont indispensables.

Conjuguer radicalités sociale et écologique

Certaines propositions comme le Pacte finance-climat de Anne Hessel, Jean Jouzel et Pierre Laroutou ou la proposition de « loi spéciale sur le climat » en Belgique cherchent à donner des réponses « raisonnables » et accessibles. Le Pacte propose que la création monétaire soit mise au service de la lutte contre le dérèglement climatique au lieu d'alimenter la spéculation et donc le risque d'une nouvelle crise financière ainsi que de créer une Contribution climat, c'est-à-dire un « impôt européen sur les bénéfices (de l'ordre de 5%) pour permettre de dégager un vrai budget pour investir dans la recherche et lutter contre le réchauffement climatique, en Europe, en Afrique comme dans tout le pourtour méditerranéen ». Il demande « aux chefs d'État et de gouvernement de mettre en œuvre au plus vite une politique européenne qui dépasse les clivages traditionnels, mette la finance au service du climat et de la justice sociale ». Quant à la proposition de loi en Belgique, dans la version rédigée par des universitaires et pire dans la version modifiée par ses défenseurs politiques (à commencer par les Verts Ecolo et Groen) qui en ont réduit les ambitions (de 65% de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030 à 55%), elle demeure dans le sillage des Accords de Paris et sa seule

ambition est de « mettre la Belgique en phase avec la politique climatique de l'Union européenne ». Les deux propositions passent allègrement sur le fait que les règles et les traités de l'Union européenne sont ceux « d'une politique néolibérale basée sur les dogmes de la croissance, de la libre concurrence, du profit... et des relations néocoloniales avec les pays du Sud global », comme l'a rappelé notre camarade Daniel Tanuro.

Aux États-Unis, la gauche et en particulier Alexandria Ocasio-Cortez, défend un Green New Deal pour une « décarbonisation » rapide et radicale de l'économie en la liant à « l'élimination de la pauvreté » et « l'atténuation des inégalités fondées sur la race, la région et le sexe ». Ce plan représente une rupture majeure, en écartant les « solutions » de marché, même s'il ne pose ni la question de la décroissance de la production matérielle et des transports, ni celle de la dette climatique des États-Unis.

L'urgence climatique et l'urgence sociale imposent de conjuguer radicalités sociale et écologique, d'assumer l'indispensable suppression des productions et transports inutiles et nuisibles, de défendre la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire, la reconversion des salariéEs avec maintien des conquêtes sociales, la socialisation des secteurs essentiels pour une production décidée et gérée démocratiquement pour répondre aux besoins dans le respect des limites écologiques ...

Naomi Klein a raison de présenter « les enjeux climatiques comme une guerre entre le capitalisme et la planète » et d'en tirer la conclusion que « le défi ne consiste pas simplement à investir de fortes sommes et à revoir quantité de politiques ». Effectivement, « ce qu'une crise d'une telle ampleur a de particulier, c'est qu'elle change tout. »

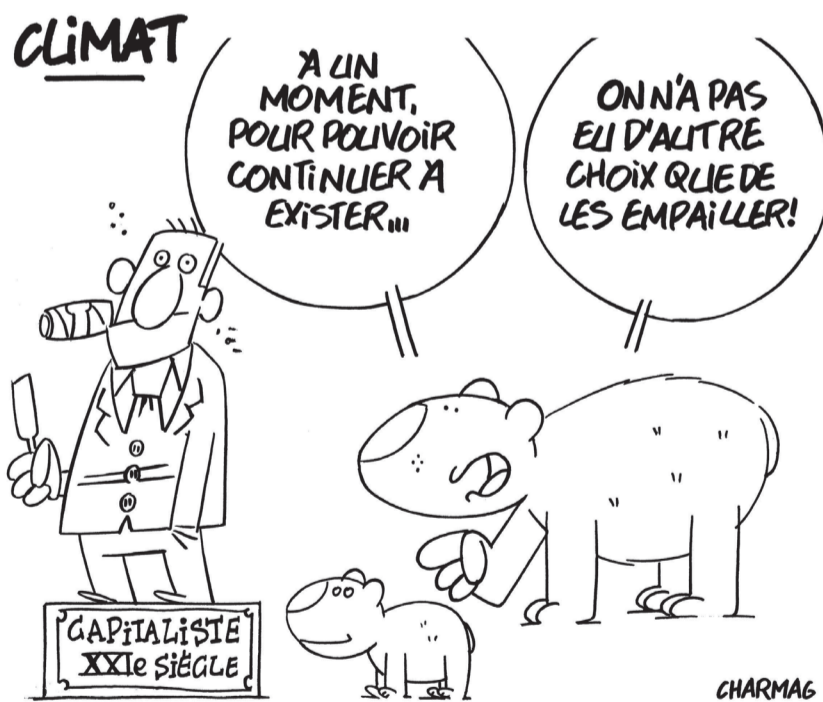
AT!

an et par habitantE, un des taux les plus élevés du G20. Ces actions en justice, au nom du « respect des droits des générations futures » se multiplient, sans doute dopées par la victoire remportée, en octobre 2018, par la fondation environnementale hollandaise Urgenda (Urgence agenda) qui exigeait une baisse d'émissions de GES plus rapide que celle prévue par le gouvernement des Pays-Bas, afin d'atteindre, fin 2020, une diminution de 25% par rapport à 1990. Ce succès acquis par près de 900 personnes redonne de l'espoir à celles et ceux qui se battent pour que les gouvernants agissent vraiment, contribuent à la prise de conscience du plus grand nombre que l'urgence climatique est une priorité.

Belgique

Depuis le début du mois de janvier, les mobilisations hebdomadaires de la jeunesse pour le climat ont regroupé des milliers, puis des dizaines de milliers de lycéenEs et d'étudiantEs. Aux sources de cette mobilisation, une montée des préoccupations concernant le climat en Belgique, avec plus de 70 000 personnes lors de la marche de décembre à Bruxelles, qui a « rencontré » le mouvement international des jeunes, notamment l'appel de Greta Thunberg.

De 3000 manifestantEs le 10 janvier, on est rapidement passé à plusieurs dizaines de milliers chaque jeudi, avec une mobilisation qui, si elle ne connaît pas nécessairement une croissance numérique régulière, se diffuse dans le pays et contraint les responsables politiques à se positionner et à affirmer – hypocritement – leur volonté d'agir pour le climat. Mais ce ne sont que des déclarations d'intention, avec notamment un projet de loi qui ne va pas plus loin que l'inscription de la Belgique dans les – faibles – objectifs de l'UE. Alors pas de doute : la mobilisation va continuer!



À Bruxelles, le 24 janvier 2019. DR

Objectif 15 et 16 mars

Ce ne sont pas moins de 4 Marches pour le climat (8 septembre, 13 octobre, 8 décembre, 27 janvier) qui ont eu lieu depuis l'été. Loin de s'essouffler, le mouvement pour le climat s'ancre et se construit, réunit associations et citoyenEs mobiliséEs via les réseaux sociaux. Loin de se marginaliser, il cherche les convergences avec la mobilisation des Gilets jaunes. La question du changement climatique devient incontournable.

Avec les rendez-vous des 15 et 16 mars, le mouvement va franchir un nouveau seuil. Lors de la journée du 15 mars, la grève scolaire et étudiante pour le climat sera l'occasion, dans les collèges, lycées, facs... de rejoindre la mobilisation internationale de la jeunesse.

Le 16 mars, de nouvelles marches auront lieu dans toutes les villes. Cette date est aussi celle choisie pour les manifestations en lien avec la journée internationale de lutte contre le racisme (le 21 mars). C'est une occasion à saisir pour avancer dans la construction des convergences, poser la question du racisme environnemental comme l'avait fait la Marche des peuples pour le climat (500 000 manifestantEs) de New York en septembre 2015, en plaçant à sa tête les premierEs concernéEs.

MARCHE DES SOLIDARITÉS

Le 16 mars, contre le racisme et les violences policières

Le 16 mars prochain aura lieu la nouvelle édition de la Marche des solidarités, à l'appel et avec le soutien de divers collectifs, associations et organisations, dont le NPA. Nous publions un extrait de l'appel à la Marche.

Nous, familles des victimes tuées, violées, mutilées, blessées par la police; Nous, migrantEs chassés, torturés, traumatisés, persécutés par l'État et le système des frontières; Nous, habitantEs des quartiers populaires harcelés et humiliés au quotidien par les forces de police et ciblés par le racisme d'État; Soutenus par des collectifs, des associations, des syndicats et des partis politiques; Nous marcherons ensemble, contre le racisme d'État et les violences policières. Dans un contexte où les violences policières, d'abord principalement exercées dans les quartiers populaires, s'étendent de plus en plus à toute la société.

Justice, vérité et dignité pour chacunE

Dans un contexte d'état d'urgence constitutionnalisés, élargissant des politiques mises en place depuis longtemps dans nos quartiers, nos libertés reculent et les violences d'État gagnent du terrain contre l'ensemble de la population, avec notamment depuis le 17 novembre plus de 1000 condamnations, près de 3000 blessés, dont une centaine gravement, et plus de 20 mutilés. Dans un contexte où le racisme progresse, nous protesterons, contre la logique du capitalisme qui divise pour mieux régner et briser le tissu social, contre l'apologie de la haine de l'autre, contre le délit de solidarité, contre toutes les formes de discriminations qui privent ses victimes de leurs droits à l'embauche, au logement, à la santé, à l'éducation. Nous protesterons contre l'impunité policière et pour la mémoire de celles et ceux morts sous les coups des violences policières. Nous manifesterons pour le droit d'exister et de protester, pour le droit d'être ce que nous sommes et pour le droit d'exprimer publiquement nos opinions politiques. Nous manifesterons pour construire une société égalitaire fondée sur la justice, la vérité et la dignité de chacunE.



FORD BLANQUEFORT Un concert comme dernier acte de résistance ?

Cela pourrait paraître dérisoire, mais cela constitue une manière de tenir. Nous organisons une soirée concert le samedi 2 mars dans la salle du Grand Parc à Bordeaux, présentée comme une soirée de solidarité avec la lutte contre la fermeture de l'usine. Ainsi, des artistes (Cali, Balbino Medellin, Les Hurlements d'Léo, The Hyènes, Giorgia Sinicorni, Faïza Kaddour, Ricoo) viennent jouer par solidarité. Des acteurs du milieu culturel bordelais nous aident à organiser la chose.

L'équipe militante est donc en pleine préparation de l'événement, qui est un acte de résistance. Car l'objectif est bien de faire du bruit, de faire toujours entendre notre colère, notre refus de nous résigner. L'objectif reste de dénoncer la catastrophe sociale qui s'annonce, de dénoncer la politique de Ford qui liquide directement 850 emplois et indirectement autour de 2000 emplois, ouvertement et tranquillement au nom du profit.

Un pied du mur

Nous arrivons quasiment au pied d'un mur, à un moment de l'histoire où il devient très difficile d'espérer quelque chose. Il n'est quasiment plus raisonnable de penser que nous pourrions sauver l'usine. Comment, dans une telle situation, avec la passivité de la plupart des collègues, sans moyen de pression, sans rapport de forces, pourrions-nous avoir la force de continuer ?

La perspective, la seule un peu crédible, celle d'une reprise avec la sauvegarde de 400 emplois directs, est en train de s'écrouler. Le candidat reprenneur s'avoue maintenant incapable d'obtenir les commandes fermes de la part de ses clients potentiels, des industriels de l'automobile. Du coup, l'État se retrouve sans solution de rechange, lui qui avait semble-t-il tout misé sur ce plan de reprise, présenté comme « solide ».

Notre bataille avait permis d'imposer le refus d'homologuer le PSE de Ford. Nous gagnions ainsi un report de 4 semaines environ. Ce n'est pas grand-chose, cela ne change rien, dans le fond, si cela ne permet pas de créer les conditions pour assurer la reprise, mais c'est quand même une petite victoire pour nous. Nous avons réussi à pousser l'État à s'opposer concrètement aux plans néfastes de Ford. Ainsi on passait

des discours d'indignation à un acte de refus. Bon c'est vrai, depuis l'avis de la Direccte, les services de l'État et les ministères concernés semblaient être secoués de ce qu'ils venaient de faire, ils en tremblaient encore quelques jours après.

Et maintenant ?

Ford a avalé la pilule du refus, a refait une réunion du Comité d'entreprise, a redit qu'elle ne voulait pas de la reprise, a re-soumis son PSE aux élus CE, qui ont rendu à nouveau un avis négatif, encore très argumenté, et a renvoyé son PSE à la Direccte, qui a de nouveau 21 jours pour l'homologuer ou pas. Ford ne

s'affole pas, sachant que les lois ne sont que très peu contraignantes. Il suffit d'attendre et l'État finira bien par se plier aux exigences de la multinationale. Cela en devient même grotesque !

C'est terrible de constater, en direct, cette impuissance de l'État, mêlée à une sorte de laisser-faire banalisé, une forme de résignation aussi. Le monde est ainsi fait : à la fin ce sont toujours (ou presque) les patrons qui gagnent. Il faut aussi préciser que dans ce contexte, l'ensemble des pouvoirs publics, des collectivités territoriales, région, département, agglomération bordelaise restent sans solution, sans perspective, sans même mettre en place des réunions d'urgence pour s'opposer à la disparition d'une usine et d'autant d'emplois.

Rien, à part quelques cris d'indignation de Juppé ou Rousset (région) à un moment où, c'est vrai, depuis de nombreuses semaines, on n'entend plus rien, on ne voit plus rien. C'est

assez spectaculaire de voir là encore l'incapacité d'action de ces prétendus responsables politiques. Finalement leur seule action aura été de préparer la population à accepter la catastrophe, à s'enfoncer dans la résignation générale.

Mettre en discussion des solutions radicales

Difficile dans ces conditions de trouver des moyens ou des raisons de batailler. Et pourtant, il s'agit bien encore de cela parmi l'équipe militante. Nous sommes bien conscients de nos difficultés, de ce que nous n'arrivons pas à faire, du manque de perspectives. Mais nous tentons d'élaborer des façons de maintenir la bataille, de mettre quelque part une pression pour pousser malgré tout l'État à agir. Le concert en fait partie, ainsi que les rencontres avec les cabinets des ministères, avec le ministre prochainement.

Nous ne sommes pas naïfs, nous voyons bien toutes les tables rondes, tous les comités de suivi, les réunions à Bercy qui se sont mal terminées pour de nombreux salariéEs dans de nombreuses entreprises. En ce moment d'ailleurs, il y a beaucoup de « dossiers » d'usines menacées de fermeture, et malheureusement beaucoup d'exemples d'usines qui finissent pas être liquidées et par fermer. Ce n'est pas pour cela qu'il nous faudrait désespérer. Au contraire, il nous faut pousser pour que leurs postures d'impuissance ou leurs discours hypocrites soient intenables. En fait, c'est à nous d'exiger qu'il y ait une autre fin que la fermeture, que des emplois soient préservés, que l'État et les collectivités territoriales trouvent des solutions d'activité derrière. C'est à nous de mettre en discussion les solutions radicales (ou originales) comme celle de réquisitionner, de s'approprier l'outil de travail pour le rendre disponible à une autre activité, à nous de dire que les lois doivent être changées, que des lois d'urgence doivent être votées contre les casseurs d'emplois, des lois qui contraignent les multinationales, qui leur interdisent de licencier ou de fermer.

Philippe Poutou



LA POSTE L'acharnement contre les grévistes du 92 se poursuit

Alors que le mouvement de grève des postierEs du 92 est entré dans son dixième mois et que la direction de La Poste refuse toujours de céder aux revendications des grévistes, une énième tentative d'intimidation est en cours.

Scandale ! Cette semaine, Gaël, Dalila, Mohamed et Brahim, toutes les quatre fortement impliqués dans la mobilisation en cours, ont reçu – accrochez-vous bien – une convocation « pour première comparution » auprès d'un juge d'instruction. La convocation stipule : « Je vous informe que j'envisage votre mise en examen ». Et de poursuivre : « Je vous convoque pour procéder à votre première comparution ».



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Cinq ans après...

D'après le courrier, il s'agit d'une information ouverte pour « violation de domicile », « dégradations volontaires » et « violences volontaires ». Les faits incriminés remontent à... 2014, année d'une précédente grande grève des postierEs du 92, plus précisément une action d'occupation du siège organisée en février 2014.

Le but est clair : exercer une pression supplémentaire sur la grève actuelle, que la direction n'arrive

pas à éteindre malgré son acharnement contre les grévistes et les militantEs syndicaux. Il s'agit en effet, de toute évidence, d'augmenter encore un peu plus la pression sur une équipe déterminée, après la récente défaite, devant les tribunaux, de la direction de La Poste dans sa tentative d'empêcher Gaël d'intervenir dans les bureaux (voir l'Anti-capitaliste n°460).

Un coup de pression intolérable, et une fois de plus un deux poids deux mesures évident : des grévistes et syndicalistes mis en examen pendant que les Benalla, Balkany et autres Sarkozy courent toujours. Il faut que la riposte et l'unité la plus large soit à la hauteur de l'attaque, afin d'obtenir l'abandon des poursuites !

Correspondant

Pour verser à la caisse de grève : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>

ÉDUCATION NATIONALE Face au danger Blanquer, des mobilisations trop dispersées

Mardi 5 février, lors de la journée de grève interprofessionnelle, nombreux et nombreuses étaient les enseignantEs présentEs dans les défilés.

avaient en bouche la même idée : pour faire reculer Blanquer et stopper ses réformes, il faudra bien plus qu'une simple journée de grève de 24 heures.

L'Éducation nationale attaquée de toutes parts

Les raisons de la colère ne manquent pas. La réforme du lycée va renforcer considérablement les inégalités entre établissements et la sélection des jeunes, au détriment des lycées les plus populaires. Dans les lycées professionnels, les horaires disciplinaires et les spécialités sont encore réduits, des suppressions massives de postes sont prévues, tandis

À Paris, après la manifestation, ce sont plus de 90 enseignantEs venus de 57 établissements, principalement des collèges et des lycées, qui se sont retrouvés pour discuter des perspectives. TouTEs

GUADELOUPE La lutte a payé : les salariéEs de Carrefour Milenis ont gagné

Au 78^e jour de grève, la direction de Carrefour Milenis a dû céder sur les revendications des grévistes. Les patrons békés ont dû ravalier leur morgue et revenir sur l'avalanche de mauvais coups portés aux salariéEs de Carrefour. En remettant en cause des avantages acquis, dont de nombreuses primes, la direction avait l'intention de priver les salariéEs de 1 600 à 2 000 euros par an sur leurs salaires !

Il aura fallu du courage et de la détermination aux 149 grévistes (plus de 60% de l'effectif) pour tenir si longtemps. Mais ils et elles ont eu raison, car leur lutte a été victorieuse. Une victoire importante pour touTEs les travailleurEs de l'île, qui se feront respecter par leurs patrons, également tentés par des remises en cause des acquis sociaux.

Victoire sur les principales revendications

Les grévistes ont gagné sur leurs revendications principales : le fait qu'ils et elles soient payés lors de leurs arrêts maladie et que la direction se fasse rembourser par la Sécu (la subrogation), l'augmentation de leur prime d'ancienneté, qui sera intégrée au salaire, une grande avancée pour leurs retraites futures. Les temps de pause seront intégrés au temps de travail. La direction s'était vantée d'économiser 400 000 euros en ne payant pas ces pauses. L'indemnité de transport sera augmentée. Le seul point où les grévistes n'ont pu faire céder la direction, inflexible sur le sujet, c'est le paiement des jours de grève.

C'est pourquoi le soutien financier est plus que jamais nécessaire. Il a été constant durant toute la grève, qui a été soutenue par les autres travailleurEs de l'île. Les collectes organisées par les grévistes ont rencontré un grand succès.

L'intransigeance des patrons était telle qu'il a fallu que le préfet intervienne pour mener les négociations. Il faut dire que ces patrons-là sont les descendants d'esclavagistes, méprisant leurs salariéEs, descendants d'esclaves, comme le faisait remarquer très justement une historienne guadeloupéenne à la télévision. C'est pourquoi les conflits du travail sont souvent durs aux Antilles. Ce conflit restera cependant dans les annales du mouvement ouvrier de Guadeloupe par sa longévité, la sympathie qu'il a rencontrée, lors des meetings ou des concerts de soutien. Mais aussi du fait que les grévistes étaient pour beaucoup des femmes, solidaires et déterminées, qui ne s'en sont pas laissées conter.

Organisation démocratique de la grève

Une partie de ce succès provient également de l'organisation démocratique de la grève. Ce sont les assemblées générales quasi quotidiennes, ou même deux fois par jour, qui décidaient des actions à mener, et de la poursuite du mouvement. Les syndicats CGTG et UGTG soutenaient, mais ce ne sont pas les responsables syndicaux qui décidaient. C'est ainsi que devant le refus patronal de céder sur le paiement des heures de grève,



Dans la manifestation du 22 août. DR

les grévistes se sont réunis à part et ont décidé, après une bonne discussion, qu'ils et elles acceptaient le protocole. C'est cette organisation, outre le soutien de la population, qui a permis à ce mouvement de gagner. L'accord a été signé dans la nuit du

samedi 9 au dimanche 10 février. Le lundi, les grévistes se sont rassemblés devant l'hypermarché pour tirer un bilan, et ils et elles ont décidé tous ensemble de reprendre le travail mardi 12 février, la tête haute.

Régine Vinon

LA POSTE Victoire des grévistes de Rondelet à Montpellier!

Un mouvement de grève exemplaire et victorieux face à une direction toujours à l'offensive contre les conditions de travail des salariéEs et contre la qualité du service aux usagerEs.

Dix-huit jours de grève, de piquets dans le froid matinal, de négociations tendues, de rencontres avec les usagerEs, de participations aux manifestations... les postiers et postières de Rondelet à Montpellier ont fini par arracher une victoire.

«La lutte paie toujours»

Grâce à leur détermination et à leur combat solidaire, les grévistes ont ainsi obtenu :
– l'annulation du travail supplémentaire que la direction voulait leur imposer,
– la création de 3 positions de travail,
– la cédésation de 8 facteurs,
– une prime de 450 euros,



FB POSTIERS DE MONTPELLIER EN ACTION

– une prime de 150 euros pour ceux qui font du tri général. Comme il est dit dans le communiqué de SUD PTT, « c'est un sacré message passé à nos collègues des autres bureaux de poste. Tout est possible, la lutte paie toujours ! » Dans la guerre qu'a engagée, au niveau national, la direction générale de La

Poste pour réussir la privatisation de ce service public aux dépens des salariéEs et des usagerEs, cette victoire est un encouragement pour toutes celles et tous ceux qui sont actuellement en lutte. Pensons particulièrement aux postiers du 92, en grève depuis plus de 10 mois!

Correspondant

HÔPITAL AVICENNE Qui a tué le professeur Barrat?

Être de repos et se suicider, sur son lieu de travail, après avoir revêtu sa tenue de chirurgien, n'est pas anodin. Le 3 février, le professeur Barrat s'est jeté dans le vide, de la fenêtre de son bureau, situé au 5^e étage d'un bâtiment de l'hôpital Avicenne, en Seine-Saint-Denis.

La direction de l'établissement se défait de ses responsabilités en évoquant, en violation du secret professionnel, la maladie dont souffrait le professeur. Mais en omettant de revenir sur la fermeture du service qu'il dirigeait à Jean-Verdier, un autre hôpital de l'AP-HP, dans le 93. Sa notoriété nationale dans le domaine de la chirurgie viscérale et l'excellence de cette spécialité portée par les équipes de ce service n'ont pas pesé face à une direction dont la seule obsession est de faire des économies.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

Compétition malsaine

Ce suicide est la conséquence de la gouvernance toxique qui préside à l'hôpital public. Après l'avoir traînée dans la boue, la direction de l'AP-HP se réclame du « soutien » de l'association Jean-Louis Mégrien, du nom de celui qui se défendait aussi, à l'hôpital Georges-Pompidou, mais se garde bien de partager les interrogations de celle-ci sur ce décès, et sa réaffirmation d'un climat délétère qui expose fortement les soignantEs au risque suicidaire. Rivalités professionnelles, en termes de pouvoir, de conception de l'organisation d'un service, de stratégie thérapeutique, atteignent un très haut niveau de violence, exacerbée par les conséquences de la loi Bachelot. En 2009, les clés de l'hôpital sont données aux directeurs et managers dont la seule ambition est comptable, tournant le dos à toute valeur humaine. La recherche vaine de l'équilibre financier pousse à une compétition malsaine les établissements de santé, entraînant souffrance des soignantEs et prise en charge dégradée de la population. Les règles instaurées il y a une dizaine d'années, avec la tarification à l'activité, ont contribué au développement d'une maltraitance institutionnelle érigée en règle : nul n'est épargné. Et si les décideurs d'aujourd'hui affichent leur compréhension, voire leur compassion, aucun acte n'est posé pour sortir l'hôpital public de l'ornière mortifère dans laquelle l'ont précipité des décennies de politiques libérales, entendre privatisation. Les professionnelLEs de santé, comme l'ensemble de la population, n'ont rien à attendre des plus hautes autorités de l'État. La mobilisation des Gilets jaunes ouvre la voie. Alors, gilets jaunes sur blouses blanches?

CorrespondantEs



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC

que l'apprentissage est encore développé au détriment de la voie scolaire.

les collèges, les dotations horaires pour l'an prochain prévoient encore des

diminutions d'heures et des suppressions de postes ! Et dans le premier degré, malgré l'autocongratulation du ministre Blanquer, l'imposition de CP à 12 sans moyens supplémentaires aboutit à l'alourdissement des effectifs dans les autres classes. Et tout cela alors que des classes ont encore été fermées à la rentrée !

Pour une grève reconductible dans toute l'éducation

Depuis la rentrée, nombreuses ont été les luttes dans le secteur de l'éducation. Dans les écoles maternelles et primaires, les personnels se sont mobilisés contre des fermetures de classe. Dans les lycées, mais aussi dans un certain nombre de collèges, la grève du 24 janvier avait été très suivie. Dès ce jour-là, la question d'entamer une grève dure, reconductible,

avait été posée. À Paris, les discussions avaient porté sur la nécessité d'entrer en grève reconductible et de percer l'isolement en se coordonnant entre les différents établissements. Ainsi, pour l'assemblée générale qui se déroulait le 5 février après la manifestation parisienne, plusieurs établissements s'étaient d'ores et déjà mandatés en votant la reconduction le 6 et le 7 février. Au total, ce sont 13 établissements sur la région parisienne qui sont entrés en grève reconductible les 6, 7 et 8 février, tels le lycée Mozart au Blanc-Mesnil, le lycée Balzac à Mitry-Mory ou encore le lycée Rodin à Paris. Le vendredi 8 février, ce sont des représentantEs de 27 établissements qui se sont retrouvés en AG, un chiffre important pour un vendredi soir, montrant une réelle détermination des collèges mobilisés.

Phénomène intéressant qu'on n'avait pas vu depuis plusieurs années : des établissements essaient de se structurer par AG de ville, comme à Montreuil-Bagnolet, où des AG communes ont lieu, ou encore à Épinay-sur-Seine, où les établissements se coordonnent. Le mardi 12 février, un nouveau temps fort de mobilisation était appelé par l'AG parisienne, appuyé par l'intersyndicale de Créteil SNES-SUD-FO-CGT. Un rassemblement a eu lieu à 11h devant le ministère de l'Éducation nationale, suivi d'une nouvelle AG de grève, et de nombreux établissements ont prévu des nuits d'occupation. Entrer dans une grève reconductible de tous les établissements scolaires sera la meilleure façon de faire reculer Blanquer et ses réformes.

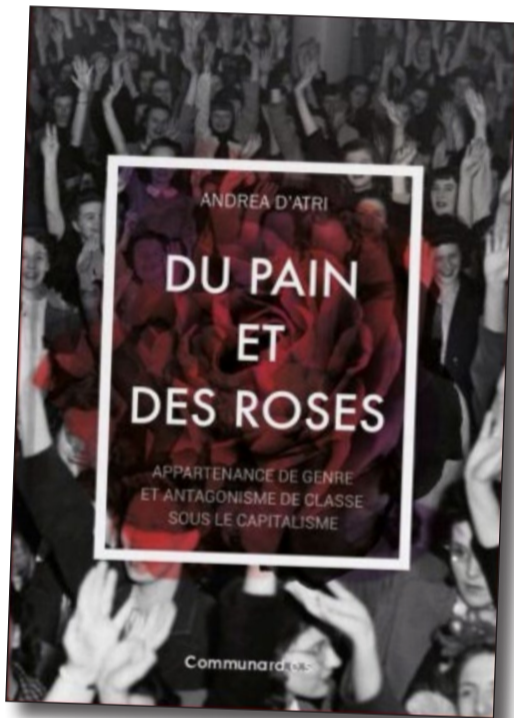
Correspondant

Les comités en action!

Paris 19 février: rencontre avec la féministe argentine Andrea D'Atri.

La féministe argentine Andrea D'Atri est en ce moment en tournée en Europe et sera en France la semaine prochaine. Andrea est une militante féministe marxiste reconnue en Argentine et en Amérique latine, fondatrice du collectif Pan y Rosas, et auteure de plusieurs livres sur la question de genre. La rencontre sera également l'occasion de présenter son livre *Du pain et des roses – appartenance de genre et antagonisme de classe sous le capitalisme*, publié pour la première fois en français, qui a pour ambition de retracer l'histoire du féminisme et de débattre avec ses différents courants dans une perspective féministe, internationaliste, socialiste et lutte des classes.

Cette rencontre, à l'initiative de la commission Amérique latine et ouverte à l'ensemble des militantEs et des sympathisantEs du NPA, sera l'occasion de s'informer et de débattre sur les enjeux des luttes féministes dans les différentes régions de la planète.



À rebours des discours dominants qui s'indignent de l'avènement d'une prétendue ère de la « post-vérité », qui serait caractérisée, selon ses détracteurs, par « la multiplication des contre-vérités outrancières professées par les dirigeants politiques et par l'indifférence des peuples à l'égard de la vérité », Manuel Cervera-Marzal affirme que « le mensonge fait partie de la panoplie des moyens légitimes du politique », et même, on y reviendra, que « le mensonge peut avoir, sous certaines conditions, des vertus émancipatrices ».

La mythique ère de la vérité

« Post-vérité » ? À bien y réfléchir, ce concept, qui est apparu dans les années 1980, répandu dans les années 2000 et a connu une « explosion » au moment de l'élection de Donald Trump, grand défenseur des « faits alternatifs », semble postuler que nous étions « auparavant » dans l'ère de la... vérité. Vraiment ? Comme le rappelle Manuel Cervera-Marzal, il est pour le moins surprenant d'adopter un tel point de vue lorsque l'on se souvient des « promesses » du 20^e siècle, de la « Der des ders » au « plein-emploi » en passant par le « diesel propre »...

En réalité, la dénonciation de l'ère de la « post-vérité » est moins une insurrection contre « le mensonge » en soi que l'expression du désarroi de ceux qui s'estim(ai)ent détenteurs du monopole non seulement sur la vérité mais, au-delà, sur la parole autorisée dans l'espace public. Au banc des accusés, les réseaux sociaux qui, en permettant à tout un chacun de s'exprimer et à des informations de circuler sans le filtre des intellectuels, des journalistes et des « experts » consacrés, nous auraient plongé dans une ère de l'abrutissement généralisé, où toutes les « vérités », même les plus fantasques, se vaudraient, et dont la principale et désastreuse conséquence politique serait la montée des « populismes », incarnée notamment dans l'élection de Trump.

« Post-vérité, pourquoi il faut s'en réjouir »

Le 6 février était organisée, à la librairie La Brèche, une rencontre autour du dernier ouvrage de Manuel Cervera-Marzal, philosophe et sociologue engagé, *Post-vérité, pourquoi il faut s'en réjouir*, publié aux éditions du Bord de l'eau. Notre camarade Julien Salingue a discuté avec Manuel des thèses défendues dans le livre.

« La démocratie, c'est quand on permet à n'importe qui de prendre la parole »

Sans vouloir « tordre le bâton » au risque de le rompre, Manuel Cervera-Marzal adopte un point de vue volontairement à contre-courant : « Internet et les réseaux sociaux ouvrent la parole à des personnes qui auparavant n'y avaient pas accès, ou y avaient plus difficilement accès. Cela permet à des personnes qui n'ont pas l'habitude de prendre la parole de la prendre. C'est la définition même de la démocratie. La démocratie, c'est quand on permet à n'importe qui de prendre la parole, quand le monopole de la parole échappe à ceux qui ont l'habi-

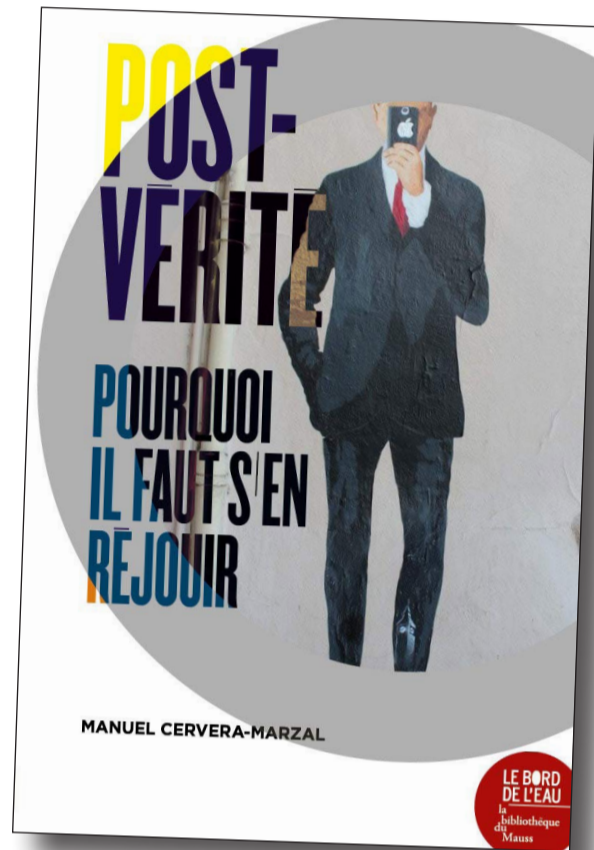
tude de l'exercer sur les plateaux depuis leur porte-parolat. » Et de formuler une question essentielle : « Est-ce que parce qu'on donne la parole à n'importe qui, cela nous amène à raconter n'importe quoi ? Est-ce que cette démocratisation de la parole, il faut la regretter parce qu'elle ouvre la voie à des discours populistes, à des discours

complotistes, à des discours conspirationnistes ? Je ne fais pas partie de ceux qui sont dans le regret, parce que, bien sûr, ça ouvre la voie à ces propos qu'on aimerait bien éviter, mais ça ouvre aussi à des expériences tout à fait inédites. » De l'encyclopédie Wikipedia aux plateformes collaboratives en passant par la campagne contre le TCE

tenir ou renforcer notre état de servitude. En travestissant les faits, les révolutionnaires participèrent à la transformation du monde, ils le rendirent plus juste, ils abolirent les privilèges. »

Des questions stimulantes, une discussion à poursuivre et approfondir.

Correspondant



en 2005, rien n'indique en effet que les réseaux sociaux et, plus globalement, internet, seraient par nature des obstacles à la vie démocratique et à l'élévation collective du niveau de connaissances. Et au-delà, Manuel Cervera-Marzal assume, sans en faire un éloge, les vertus du mensonge en politique, qui peut avoir des vertus émancipatrices : « En démocratie, avoir la liberté de mentir, c'est avoir le pouvoir de transformer le réel. Les révolutionnaires français posent comme premier acte l'idée que les hommes et les femmes naissent égaux. C'est faux et les révolutionnaires le savaient pertinemment. Les hommes venaient au monde nobles ou serfs, hommes ou femmes, maîtres ou esclaves. On juge une action politique non pas selon son degré de véracité ou de mensonge, mais selon sa capacité à nous rendre libre ou à main-

L'Anticapitaliste la revue
Le n°103 toujours disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Versez à la souscription 2019!

Le NPA a décidé, exceptionnellement, de prolonger sa campagne de souscription annuelle.

Toutes les forces politiques institutionnelles cherchent à enterrer le mouvement des Gilets jaunes dans la fosse électorale. Macron a calibré son « grand débat » pour en faire la rampe de lancement de sa campagne aux européennes. Marine Le Pen multiplie les meetings et drague éhontément des Gilets jaunes – pour ramener toutes les aspirations sociales et démocratiques à un discours de haine contre l'immigration. Les Verts et Hamon affichent leur mépris social contre les Gilets jaunes et espèrent rafler la mise avec un discours lénifiant sur l'écologie. Triste spectacle, le PCF court après ces forces au nom d'on ne sait quelle union de la gauche. Mélenchon multiplie les propositions « de sortie de crise » faites à Macron (directement lors d'une rencontre officielle à l'Élysée la semaine dernière) : référendum, dissolution de l'assemblée, etc. Car si une campagne électorale ne suffisait pas à étouffer le mouvement,



tout ce beau monde serait prêt à en rajouter une ou deux autres...

Pas de subventions publiques, pas de dividendes
Le NPA n'a pas de proposition de sortie de crise. Au contraire, nous

militions pour que le mouvement aille jusqu'au bout de ses possibilités. Nous n'attendons rien des élections à venir, ni d'un référendum bidon, ni d'une dissolution. La vraie démocratie, elle est dans la rue, sur les ronds-points, dans

les assemblées générales de Gilets jaunes et les assemblées générales de grévistes lorsque les salariéEs entrent en lutte sur leurs lieux de travail et se coordonnent. Mais les élections européennes de mai prochain seront une tribune politique, pas de raison de laisser nos ennemis jurés et nos adversaires saturer l'espace médiatique ! À bien des égards, les sorties remarquées de Philippe Poutou lors de la campagne présidentielle ont préfiguré l'insolence et la vigueur du mouvement des Gilets jaunes. Dans les semaines qui viennent, il est plus que jamais nécessaire de faire entendre, notre voix, une voix d'extrême gauche, anticapitaliste et internationaliste.

Reste un barrage à franchir, dès maintenant : récolter l'argent nécessaire pour mener cette campagne qui s'ajoute aux activités et interventions de notre parti et les appuie. Pour le NPA, pas de subventions publiques, pas de dividendes, pas de cagnotte Leetchi... Seulement le soutien financier de ses militantEs, sympathisantEs, proches, de toutes celles et ceux qui apprécient ses idées ou pensent qu'elles méritent leur place dans le débat public. Versez et faites verser à la souscription !

Librairie La Brèche

Cinéma

Le Silence des autres, de Almudena Carracedo et Robert Bahar

Documentaire espagnol de Almudena Carracedo et Robert Bahar, 1h35, sortie le 13 février 2019.

Le Silence des autres est un film qui nous concerne. C'est un rappel de ce qu'a été le franquisme, dont certains oublient qu'il ne se réduit pas à la guerre civile mais a pesé de longues années sur l'État espagnol avec la complicité des puissances occidentales, dont la France. C'est aussi une description du combat d'anciennes victimes pour triompher de l'obstacle d'une loi d'amnistie qui protège d'abord les tortionnaires et ceux qui ont donné les ordres. On ne peut qu'être ému par la vie de María Martín, simple paysanne, restée jusqu'à sa mort dans le village de son enfance et de l'assassinat de sa mère avec sans doute la complicité d'autres habitants. Le film a obtenu de nombreuses récompenses dans les festivals internationaux.

Un des principaux protagonistes de ce combat pour la mémoire est José Maria Galante dit «Chato», qui fut militant de la LCR de l'État espagnol, a été emprisonné cinq ans et est passé entre les mains du tortionnaire Antonio Gonzalez Pacheco, alias Billy el Nino (le Kid). «Chato» a bien voulu nous répondre à nos questions (traduction Josu Egireun).

Le film est à la fois un rappel de ce qu'a été le franquisme jusqu'à la mort du dictateur et une description de la lutte pour que les coupables des atrocités soient jugés. Tu as toi-même été victime de la répression, torturé, comment as-tu été associé à ce projet ?

Il y a dix ans, un groupe d'anciens prisonniers politiques et de différents partis antifranquistes a décidé de créer un collectif unitaire, appelée *La Comuna* [La Commune], à la mémoire de notre façon de nous organiser en prison. Notre objectif fondamental était et reste de lutter contre l'impunité des crimes contre l'humanité commis par la dictature. Pour cela, nous avons décidé de participer à la plainte déposée en Argentine, le seul processus possible à ce moment-là contre ces crimes en raison de la loi d'amnistie

de 1977, et une délégation s'est rendue à Buenos Aires pour présenter les quarante-sept premières plaintes pour torture. Au retour, nous avons promu la création d'un réseau d'appui regroupant toutes sortes d'organisations sociales : syndicats, écologistes, féministes, des quartiers... et, bien sûr, des mémorialistes.

Almudena Carracedo et Robert Bahar ont assisté à la première réunion de ce regroupement. Leur idée initiale était de réaliser un film documentaire sur le vol de bébés, mais ils ont ensuite pensé qu'il était préférable de montrer notre lutte pour la justice.

Pour réaliser *El Silencio de Otros*, ils ont tourné pendant quatre cent cinquante heures en six ans et le montage a pris un peu plus d'un an. Le résultat final est un outil

magnifique pour briser le pacte de silence né de la transition et ouvrir le débat à la société tout entière.

Comment s'est fait le contact avec María Martín ? Est-ce qu'il y a beaucoup d'autres personnes dans cette situation ?

María Martín est un personnage méritoire de Lorca, une paysanne fermement enracinée dans son territoire et qui s'est battue toute sa vie pour récupérer les restes de sa mère, violée, assassinée et enterrée dans une fosse commune lorsque María avait six ans. Nous l'avons rencontrée pour sa déclaration au procès ouvert par le juge Garzón au sujet de disparitions forcées. Son témoignage a été bouleversant. Ce processus fut classé sans suite et est l'une des meilleures preuves de la prévarication, de la corruption et de la servilité politique du pouvoir judiciaire espagnol.

Lorsque nous avons déposé plainte à Buenos Aires, María n'a pas hésité à s'y associer avec le cas de sa mère. En ce qui concerne le nombre de personnes se trouvant dans une situation similaire à celle de María Martín, il est estimé qu'il y a cent quarante mille corps dans des fosses communes.

La loi d'amnistie de 1977 a été d'abord interprétée comme une victoire de la gauche anti-franquiste ? Comment s'est-elle transformée en instrument de protection des franquistes ?

En fait, lorsque la loi d'amnistie a été adoptée, en octobre 1977, un peu plus de quatre-vingts prisonniers politiques sont sortis de prison, dont cinq seulement d'avant la mort du dictateur. En fait, la loi d'amnistie était le moyen de transformer les revendications les plus mobilisatrices en matière de démocratie, la liberté des prisonniers et des prisonnières politiques, en une loi finale protégeant l'impunité des crimes commis par Franco.



Des crimes qui n'ont jamais été reconnus ni fait l'objet d'une enquête et, fait inouï, ont bénéficié d'une amnistie sans avoir été jugés auparavant. Au contraire, aucun des procès et des peines des personnes confrontées à la dictature n'a été annulé, bien que ces peines aient été prononcées en application de la législation fasciste. Après la loi d'amnistie, les juges de l'époque ont été décorés, les militaires ont été gradés, les hommes politiques n'ont pas bougé, la police n'a pas été inquiétée. En somme, tout est resté en l'état. Pour tout cela, il était essentiel que le PSOE et le PCE, dont les discours n'ont pas hésité à piétiner leur propre histoire collaborent pour s'insérer dans le nouveau régime de 1978.

Pourquoi ce titre «Le Silence des autres» ?

Le titre dénonce le pacte de silence établi dans les institutions et qui a été appliqué à l'ensemble de la société par le biais des médias, de la culture, de l'éducation... afin de rendre possible l'ignorance et l'oubli. Mais il y a toujours eu des gens qui luttèrent contre ce silence et aujourd'hui, la grande majorité de la société veut retrouver les principes de vérité, de justice et de réparation comme garantie de ne pas répéter cette histoire sinistre. «Le Silence des autres» c'est celui des institutions, de la police, de la justice et des secteurs sociaux qui ont bénéficié du régime franquiste et du régime de 1978.

Propos recueillis par Henri Wilno

Roman

À la ligne, de Joseph Ponthus

Éditions la Table ronde, 266 p., 18 euros.

Éducateur spécialisé au chômage, ancien étudiant révolté, Joseph Ponthus se définit lui-même comme «*petit anarchiste de godille*». Il précise que ce n'est pas pour «*préparer la révolution*» qu'il travaille dans les usines agro-alimentaires bretonnes, et ses réflexions sur la vie d'un travailleur intérimaire alimentent un livre en vers libres ; une sorte de poème en prose dépourvu de perspectives politiques. La puissance et l'originalité de l'objet tiennent au fait que l'auteur ne se situe pas en extériorité des univers usiniers décrits : «*Je préfère que tu saches mon quotidien plutôt que tu sois dans l'imagination de la douleur*».

«Les ongles ont débarqué»

La description dénonciatrice de l'usine est violente. Outre le sang des bêtes qui se répand et les carapaces de crustacés qui s'enfilent dans les doigts, les collectifs de travail, qui se constituent en permanence, sont éclatés et divisés. Par les statuts mais aussi le sexisme. Les intérimaires asservis à des changements de postes, des bouleversements d'horaires fréquents détruisant les formes de solidarité et de vies collectives.

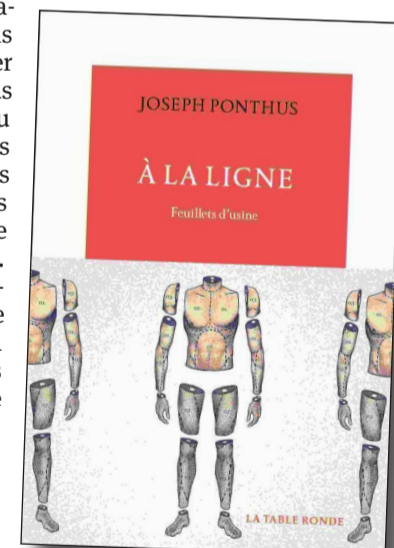
L'agence d'intérim appelle pendant la sieste pour annoncer des changements d'horaires pour le soir même. Risquer de rater l'appel, c'est s'exposer à ne pas être repris. Entrer à l'usine c'est avoir sur soi, son «carnet», «petit format», où les compétences sont évaluées avec des couleurs. Dans la poche, tous les jours, il ne sert à rien d'autre qu'à humilier et tous les chefs peuvent le demander. Choisir de travailler le samedi pour 50 balles de plus, s'effrayer de devenir un lanceur d'alerte face à un scandale sanitaire, sont symptomatiques de la soumission à l'ordre patronal de l'auteur qui s'envisageait comme un rebelle.

«C'est tellement speed que je n'ai pas le temps de chanter»

Au niveau productif, la diversité des outils et des tâches est saisissante. L'individu est submergé dans un espace qui le dépasse. L'ouvrage réussit à donner chair aux chaînes. Lieux de la souffrance comme de la vengeance. Les blessures incurables sont présentes ; pas le misérabilisme. L'activité physique permanente libère l'auteur de crises d'angoisses et autres traitements médicaux.

Et puis pouvoir dérober crabes, homards et langoustes au patron n'est pas l'aspect le moins stimulant de ces industries. Le chant y existe. C'est son absence qui déroge à la norme. À la fierté des salariéEs d'être debout, le récit s'enrichit des rires et des sourires.

Kris Miclos



Cinéma

The Hate U Give, de George Tillman Jr

Film, États-Unis, 2h12, sorti le 23 janvier.

Couleurs chaudes, voix-off et musique pop : le début du film nous plonge dans un teen movie des plus classiques. On y suit l'évolution de Starr, une jeune adolescente noire prise en étau entre deux mondes séparés par un fossé de classe allant de pair avec un fort clivage racial. D'un côté, le ghetto noir dont elle est issue et où elle vit, en prise avec le chômage, la prison, la violence des gangs. De l'autre côté, l'école privée chic à très grande majorité blanche dans laquelle ses parents l'ont placée, et avec elle tous leurs espoirs d'ascension sociale. Le réalisateur George Tillman Jr. arrive à brosse ces mondes avec subtilité en montrant notamment les formes de préjugés et de racisme «soft» des élèves blancs du lycée de Starr. Celle-ci fait tout pour y être acceptée, mais reste plus tolérée

qu'autre chose. Parallèlement, elle ne se sent plus appartenir pleinement à son quartier d'origine.

La révolte

Les questionnements identitaires de Starr vont être rapidement percutés par un événement tragique : elle assiste à la mort de Khalil, son ami d'enfance, abattu par un policier lors d'un contrôle d'identité effectué sans motif. Le film prend alors une autre tournure en racontant la naissance d'une révolte. Au départ pleine d'incertitudes, Starr va en effet s'affirmer pas à pas dans son combat pour réclamer «justice pour Khalil» perdant au fur à mesure une grande partie de ses illusions sur la police et la justice. En toile de fond de l'évolution de Starr, le film décrit ainsi une situation vécue quotidiennement par les noirEs des quartiers populaires



aux États-Unis : le harcèlement policier continué avec son lot de violences et de meurtres, la plupart du temps commis en toute impunité... Le livre dont est tiré le film

est d'ailleurs directement inspiré de la mort à Oakland en 2009 d'un jeune noir – Oscar Grant – tué par un policier blanc d'une balle dans le dos.

Si certains passages sont assez convenus, *The Hate U Give* arrive malgré tout à traiter pour un public jeune de manière assez fine un ensemble de problématiques : les violences policières et le racisme bien entendu mais aussi la tension entre les aspirations à la réussite individuelle et la volonté de se révolter contre l'injustice. Georges Tillman Jr réalise plus généralement une critique d'un système qui condamne toute une partie de la population à la pauvreté et invite clairement à l'engagement collectif. Les dix dernières minutes sont à ce titre bien conformistes et somme toute peu en phase avec ce qu'on peut lire dans le reste du film. Elles ne doivent pas pour autant empêcher d'aller voir ce film servi par l'interprétation brillante d'Amandla Stenberg dans le rôle principal.

Boris Leto

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

À l'heure actuelle, 2100 personnes sont délogées sur Marseille, dont une grande majorité vit encore dans des hôtels. Quelle est la réponse de la mairie et des pouvoirs publics ?

L'État et la mairie copilotent et cofinancent cette question. Dans les premières semaines qui ont suivi le 5 novembre, on a assisté à un chaos total autour des 500 premiers délogés de la rue d'Aubagne. La métropole et la mairie avaient réquisitionné un certain nombre d'agents et d'autres s'étaient portés volontaires. Un guichet unique a été ouvert dans un brouhaha le plus total. Dans les premières réunions en mairie qui ont discuté de cet espace, l'adjoint au maire nous parlait de faire « 12 guichets qui auraient chacun une fonction (transports, logements, hôtels etc.)... tout l'inverse d'un guichet « unique » donc. Les agents ont été laissés seuls au front, sans compétences ni moyens. C'est nous qui avons dû à chaque fois rectifier le tir, pour obtenir un véritable guichet unique par exemple, pour rapprocher l'accueil psychologique du quartier de Noailles où étaient l'essentiel des délogés et où le drame s'était produit. On a ensuite revendiqué que les pouvoirs publics délèguent la gestion de l'accueil et du logement à des opérateurs spécialisés. Ces revendications ont été gagnées, d'une part grâce à la mobilisation, d'autre part car les pouvoirs publics se rendent bien compte qu'ils sont dépassés et que nos propositions sont pragmatiques. Désormais, il faut que les pouvoirs publics mettent de vrais moyens pour le logement car 3 mois après, les agents n'ont toujours pas de logements suffisants pour reloger les gens, les propriétaires (qui en ont l'obligation, la mairie prenant théoriquement le relais en cas de défaillance de leur part) sont à l'ouest également. Avec une petite centaine de logements pour 2100 délogés, le compte n'y est pas.

Le collectif du 5 novembre a récemment présenté la charte du relogement, charte rédigée avec l'assemblée des relogés. Peux-tu nous en dire plus ?

Dans les réunions hebdomadaires que nous avons avec l'État et/ou la mairie, jusqu'au mois de janvier, ils refusaient d'écrire quoi que ce soit : ni ordre du jour ni compte rendu, une stratégie pour gagner du temps et maintenir ce qu'on a appelé une « psychose organisée ». La crise politique locale et la mobilisation sont telles que ce n'était plus tenable pour eux. Notre stratégie a été de les obliger à accepter ce principe d'une charte, qui existe déjà dans les opérations classiques de rénovation urbaine et de résorption de l'habitat indigne. Sauf que cette fois, on n'est pas sur un secteur délimité, c'est un tiers de la ville qui est touché, avec une ampleur des évacuations jamais connue ailleurs en France, sauf guerre et catastrophe naturelle. Il faut donc construire un cadre juridique et politique solide qui protège les habitants délogés, avec des droits qui aillent au-delà de l'existant tout en s'appuyant dessus. L'un des enjeux majeurs est le maintien des classes populaires au centre-ville, et cela passe par des droits au relogement très stricts. Nous avons obtenu par exemple des critères stricts pour un relogement à proximité du lieu d'habitat d'origine, mais il manque toujours cette question des moyens.

On estime actuellement le nombre de logements vacants, à Marseille, à 33 000. La semaine dernière, vous avez réalisé, avec des associations et d'autres collectifs, une action rue de la République qui consistait à investir un immeuble vide pour réclamer la réquisition de ces logements.

«À Marseille, l'un des enjeux majeurs est le maintien des classes populaires au centre-ville»

Entretien. Au lendemain de l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne, en plein cœur de Marseille, qui a provoqué la mort de huit personnes, le collectif du 5 novembre, réunissant habitantEs, militantEs et associations, a vu le jour. Son objectif: venir en aide aux personnes délogées, lutter contre le logement indigne et mettre en lumière les responsabilités des pouvoirs publics. À son initiative, des manifestations réunissant des milliers de personnes ont eu lieu, et un élan de solidarité et d'unité entre les habitantEs de Marseille est né. Nous avons rencontré Kevin Vacher, l'un des porte-parole du collectif.



FB COLLECTIF DU 5 NOVEMBRE NOAILLES EN COLÈRE

Oui, la ville compte 40 000 logements indignes et 33 000 logements vacants, dont des milliers seraient habitables dès maintenant. L'État en a une liste exhaustive grâce au fichier des taxes d'habitation. La rue de la République est un symbole très fort. Depuis 2004, des réhabilitations ont eu lieu dans l'objectif de vendre la rue au privé, aux spéculateurs. Les mobilisations de l'époque ont permis d'obliger à créer des HLM dans cette rue, et ce sont aujourd'hui principalement ces logements qui sont occupés. Quant aux autres, ils ont pour beaucoup été laissés à l'abandon par les spéculateurs. Rénovations pas ou mal faites, ventes multiples à la découpe, appartements vides car trop chers et peu accessibles (le manque d'ascenseur est un problème récurrent par exemple), cette rue est morte. Notre action consistait à investir un bâtiment rendu inoccupable par les portes anti squat et par 15 ans de non-réhabilitation. Le promoteur actuel (une société privée HLM) se retrouve avec ce cadeau empoisonné d'un immeuble en très mauvais état. C'est une rue morte que l'on a voulu dénoncer, l'échec patent des politiques urbaines à Marseille.

La mairie a acté très récemment la démolition de deux immeubles à Noailles, immeubles présentant un risque de péril imminent. Ne craignez-vous pas que les promoteurs immobiliers profitent de cette période de crise pour spéculer et ainsi accélérer le processus de gentrification ?

Certains ont déjà commencé. Beaucoup de petits propriétaires ont reçu des courriers et appels pour vendre leurs logements mis en péril. Ces gens ont pour beaucoup tout perdu et peuvent être tentés. Heureusement, le nombre énorme d'évacuations produit un paradoxe : c'est qu'il touche une véritable communauté de délogés qui se forme, dont certains sont des occupants déjà assez politisés et qui voient l'embrouille venir et nous contactent. Plusieurs dizaines d'immeubles risquent d'être démolis, d'autres évacués pendant des mois voire des années du fait de l'audit

de l'habitat ancien qui va bientôt être lancé à une large échelle. Il y a une bataille énorme à mener pour conditionner les futures rénovations au maintien des classes populaires et empêcher la mairie de profiter de cette histoire pour mener à bien son vieux projet de gentrification. L'histoire se répète, pendant la guerre, les promoteurs s'étaient servi des bombardements dans le quartier du Vieux Port pour mener à bien leurs projets immobiliers.

Une autre préoccupation majeure règne dans la conscience des MarseillaisEs, celle de la mort de Zineb Redouane, tuée chez elle par une grenade lacrymogène, à l'occasion d'une manifestation organisée par le collectif du 5 novembre, le 1^{er} décembre dernier. Manifestation qui a rassemblé énormément de monde. Les violences policières sont-elles également à prendre en compte dans la lutte contre le logement indigne ? Zineb est décédée suite à un tir de lacrymo sur sa fenêtre, pendant qu'elle fermait les volets pour se protéger. Cette manifestation avait vu l'intersyndicale et les Gilets jaunes nous rejoindre. Face à une

telle convergence, les méthodes de maintien de l'ordre ont été très dangereuses avec des tirs en cloche permanents, en l'air, en plein milieu de la foule, en utilisant des rebonds sur les façades d'immeubles. Ahurissant. Les forces de l'ordre étaient par ailleurs peu nombreuses car très mobilisées sur Paris, ce qui explique en partie cette tactique. Nous considérons Zineb comme la 9^e victime de Noailles, après les 8 du 5 novembre, au même titre, un exemple malheureusement supplémentaire du mépris social et politique qui touche nos quartiers. Cela, le quartier le comprend spontanément, pas besoin de grands discours.

La colère des habitantEs de Marseille contre le logement indigne s'est exprimée de nouveau dans la rue samedi 2 février, à travers une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes. Quelles perspectives de lutte pour le collectif ?

Cette manifestation était quantitativement un peu moins nombreuse que les précédentes mais politiquement peut-être plus importante. C'est la première fois qu'autant d'assos, de syndicats et surtout de collectifs de quartiers s'unissent. Nous portons ensemble un Manifeste pour une Marseille vivante et populaire qui intègre toutes les questions liées au droit à la ville. Autour de cette unité, c'est nous qui maîtrisons une partie de l'agenda politique local tandis que les élus tentent de revenir à l'agenda électoral. Désormais, il va falloir que les victoires s'enchaînent. Les habitants de Maison-Blanche (dans les quartiers Nord) ont obtenu le rachat et la rénovation de leurs immeubles. Aujourd'hui, la justice a annulé le contrat PPP que la ville voulait passer pour construire des écoles, un gouffre financier. Ces victoires vont en appeler d'autres, à condition qu'on conserve cette unité et cette dynamique d'auto-organisation. **Propos recueillis par Chloé Brocquet**

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Humanité.fr

JUPPÉ CAPITULE DEVANT LES NOSTALGIQUES DE LA COLONISATION.

Ce n'était pas un boulevard : juste une discrète ruelle. Jeudi, le maire de Bordeaux, Alain Juppé, a décidé de « surseoir » à l'inscription du nom de Frantz Fanon dans l'espace public. Au mois de décembre, le conseil municipal avait entériné le choix de donner à une sente du nouveau quartier Ginko, dans le nord de la ville, le nom du psychiatre martiniquais, figure de la résistance à l'oppression coloniale et combattant de l'indépendance algérienne. Il n'en fallait pas davantage pour provoquer l'un de ces déchaînements de haine dont se repaissent les nostalgiques de la colonisation. Depuis le marigot du site Internet de Riposte laïque, c'est l'élu RN François Jay qui a donné le signal de la curée, en dénonçant l'hommage « à un homme qui a pris, il y a soixante ans, fait et cause pour le terrorisme algérien ». Assimiler la lutte de libération algérienne à une entreprise terroriste, mettre le médecin chef de l'hôpital de Blida, penseur de l'émancipation humaine, dans le même sac que Daech : l'ignorance et la nigauderie le disputent ici à la falsification historique. Les vociférations de quelques extrémistes excités ont pourtant suffi à faire reculer Juppé. « Aujourd'hui, le choix du nom de Frantz Fanon suscite des incompréhensions, des polémiques, des oppositions que je peux comprendre », explique, complaisant, l'édile.

À Bordeaux, ancien port négrier, les noms des opulentes fortunes bâties sur le commerce du « bois d'ébène » dessinent une toponymie urbaine oubliée. Colbert, l'auteur du Code noir, a sa rue. Tout comme Faidherbe ou Gallieni, grands massacreurs coloniaux. Et le scandale serait, dans cette géographie, le nom d'un combattant de la liberté ? Fanon voulait restaurer l'humanité là où elle a été déniée. Cet horizon politique impliquait, pour lui, de guérir le colonisé et de découvrir l'homme derrière le colonisateur. Seul quelque esprit rance peut trouver là matière à polémique.

Rosa Moussaoui, « Juppé renonce à une ruelle Frantz-Fanon », L'Humanité, 11 février 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org